

23 AOÛT 2011 A 18H30
L'ANACR RAVIVE LA FLAMME
SUR LA TOMBE
DU SOLDAT INCONNU

(Rendez-vous à 17h45 à l'entrée du souterrain du Musoir)

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
 FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1243-1244-1245- 2^e TRIMESTRE 2011



«OPERATION BARBAROSSA»

C'est sous ce nom de code qu'il y a 70 ans, le 22 juin 1941 à 3h10 du matin, la Luftwaffe nazie attaqua par surprise l'Union Soviétique, à 4h45, la Wehrmacht franchissant les frontières qui séparent l'URSS du Gouvernement général de Pologne occupée par le Reich, mais aussi de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie, pays qui vont participer militairement à l'agression. Le 26 juin, la Finlande déclara la guerre à l'URSS, ouvrant au nord un second front de 1600 km, de Leningrad aux rives de l'Océan Arctique.

L'objectif des agresseurs est d'écraser avant le redoutable hiver russe les forces armées soviétiques, de s'emparer au sud des terres à blé de l'Ukraine par ailleurs riche en charbon et bassins industriels, et, au centre et au nord, des villes symboliques de Moscou, capitale du pays, et Leningrad, celle de la Révolution d'octobre 1917 qui porte de plus le nom du fondateur de l'URSS.

Car, outre ses objectifs économique et militaire, l'attaque nazie a aussi pour but d'en finir

avec le «judéo-bolchevisme». Les communistes et les Juifs seront les premières victimes des crimes de guerre de masse contre les civils et les prisonniers de guerre qui, dès ses premiers jours, accompagnent l'offensive nazie.

Celle-ci va connaître un succès initial : début décembre 1941, les Allemands et leurs alliés se seront enfoncés de 800 km en territoire soviétique, l'Armée rouge a perdu 1,5 million de tués et 4 millions de prisonniers, l'Ukraine, la Biélorussie, les Pays Baltes, le nord-ouest de la Russie ont été occupés, Leningrad est encerclée. Au centre du Front, la Wehrmacht est à 30 km de Moscou.

Pourtant, Hitler ne gagnera pas son pari : l'URSS ne s'est pas effondrée, la guerre-éclair s'est enlisée, la Wehrmacht a perdu ses meilleures troupes et un important matériel, l'hiver est arrivé.

Et, le 5 décembre 1941, par - 20°C avec 1 mètre de neige, commence la contre-offensive soviétique qui rejette les Allemands de 100 à 200 km en arrière...

Moscou ne tombera pas et ne sera jamais prise, pas plus que Leningrad.

HOMMAGE A JEAN MOULIN



Le 27 mai, Louis CORTOT, Président, Compagnon de la Libération, et Jacques WEILLER, vice-président, au nom de l'ANACR, Jacques VISTEL, Président et Pierre MOREL, vice-président, en celui de la Fondation de la Résistance, ont rendu hommage à Jean Moulin au monument à sa mémoire situé au bas des Champs-élysées à Paris (voir page 2).

8^e STAGE NATIONAL DE FORMATION DE L'ANACR

Lors du week-end de l'Ascension, les 3,4 et 5 juin, s'est déroulé le stage annuel de formation de l'ANACR. Ci-dessous, les stagiaires avec Cécile Rol-Tanguy et Louis Cortot (voir page 20).



DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 4-5 : Les Réseaux d'évasion par mer
- P. 6 : Ceux du maquis... Les Ardennes
- P. 7 : Héros de la Résistance : Gilbert Dru
- P. 8-9 : CNR : Pierre Meunier
- P. 10 à 13 : Le Dossier : le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France
- P. 14-15 : Résistants de tous pays...
- P. 16-17 : La bête immonde
- P. 18 à 20 : La vie de l'Association
- P. 21 et 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, le 27 MAI

Comme les années précédentes, la Journée de la Résistance a été commémorée dans de très nombreux départements. Nous en citons quelques exemples ci-dessous, nous en rapporterons d'autres dans notre prochaine parution.

Dans l'**INDRE**, où 200 municipalités sur 247 se sont prononcées en faveur de la Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, celle-ci fut une nouvelle fois célébrée dans 13 lieux habituels : **Ardentes, Argenton, Saint-Marcel, Saint-Gaultier, Buzançais, Villedieu/Indre, Châteauroux, La Châtre, Le Blanc, Rouvres-les-Bois, Neuve-Saint-Sépulcre, Dunet** (canton de Saint-Benoît-du-Sault), **Valençay**, 1 lieu de retour – **Sainte-Sévère** – et 1 nouveau en la plus importante des sous-préfectures, **Issoudun**. A ces différentes cérémonies organisées par l'ANACR ont répondu présent les autorités civiles et militaires des représentants de l'Etat, les élus des cantons, les associations patriotiques et leurs porte-drapeaux, la population, en plusieurs endroits la jeunesse scolaire avec les lauréat(e)s du Concours National de la Résistance et de la Déportation, certains étant honorés en même temps.

A **Buzançais** fut diffusé un dépliant spécifique rappelant l'histoire du 27 mai et la composition du C.N.R., à **Valençay** il y eut distribution de tracts sur le marché, participation active des scolaires et réception des lauréats du Concours au collège ; à **Issoudun**, après présentation de l'histoire très souvent tragique de chacun des auteurs, lecture de nombreux textes et poèmes par des élèves de quatre établissements regroupant plus d'une centaine de jeunes ; à **Argenton** enfin, en amont de la cérémonie, inauguration de la rue Roland-Despains (« Colonel Roland »), figure incontournable de la Résistance locale et Chef départemental-adjoint FFI à la Libération. Jean Gazon, président-délégué de l'ANACR, rappela dans une intervention émouvante et de grande portée historique l'engagement et le parcours de son compagnon de combat, puis dévoila la plaque avec la veuve de Roland Despains et le député-maire : la rue du « Colonel-Roland » donne directement et symboliquement sur le monument Jean-Moulin.

Le message départemental de l'ANACR rappela des causes de la 2^e guerre mondiale et la collaboration très vite officialisée par le régime de Vichy, les sacrifices endurés, l'unité de la Résistance légitimant le GPRF, l'Insurrection nationale, le programme du CNR et son socle social. Le *Chant des Partisans* concluant chaque cérémonie.

Dans le **VAL-DE-MARNE**, à **Vitry-sur-Seine**, plus de 80 personnes, parmi lesquelles on reconnaissait MM. Alain Odoulet, maire de Vitry, René Rouquet, député-maire d'Alfortville, Jean-Marc Bourgeac, Conseiller régional et maire-adjoint de Vitry, MM. Jean-Claude Kennedy, 1^{er} adjoint, Jean-Pierre Moineau, adjoint. Outre l'U.L.A.C. représentée par son président, M. Maurice Cotier, étaient présentes tous les Associations d'Anciens Combattants d'Ivry avec leurs porte-drapeaux. Plusieurs gerbes furent déposées au pied de la Stèle de l'Ecole Jean-Moulin rappelant la réunion constitutive du CNR, puis le Président de l'ANACR-Vitry, André Serres, rappela ce que les contemporains doivent au CNR et à son programme.

Trois gerbes furent également déposées devant des plaques rappelant le sacrifice de Mathé Houet, agent de liaison FTP du Colonel Rol-Tanguy, Ginette Germa-Mathéas, Résistante de 1940 et Déportée, Pierre Moulié, conseiller municipal d'Ivry, compositeur du *Chant des maquisards corréziens*, tué dans un maquis de Corrèze.

Dans le **CHER**, à **Bourges**, une centaine de personnes ont, après une courte introduction de M. Alain Rafesthain, Président du Conseil général, assisté le samedi 21 mai après-midi dans l'amphithéâtre des Archives départementales, animé par l'historien - spécialiste de la Seconde Guerre mondiale dans le Berry - Jean-Louis Laubry, à un débat commémorant le 68^e anniversaire de la création du CNR, son rôle historique et l'actualité de son programme ; débat auquel participèrent Robert Chambeiron, secrétaire général-adjoint du CNR, Alfred Grosser, historien et ancien professeur à Sciences Po et Alain Prost, historien, ancien professeur à la Sorbonne.

Dans l'**ESSONNE**, à **Evry**, répondant à l'appel de l'UDAC, près d'une centaine de personnes – dont plusieurs présidents d'Associations et porte-drapeaux – se sont réunies le 27 mai dernier face à la statue du général de Gaulle devant les entrées de la Préfecture et du Conseil général. Après une intervention liminaire de M. Raymond Gamel, Président de l'UDAC, Jacques Varin, Président départemental de l'ANACR, prit la parole au nom de toutes les Associations pour évoquer le rôle de Jean Moulin dans l'unification de la Résistance, l'importance historique de la création du CNR, le Programme du CNR et sa portée contemporaine, ainsi que la nécessité d'instaurer au plus tôt une Journée Nationale de la Résistance ; une délégation fut reçue par le Directeur de cabinet du Préfet. Deux jours auparavant, le 25 mai, l'UDAC avait organisé à l'Hôtel-de-Ville d'Evry une soirée-débat consacrée au CNR et son Programme.

A **Massy-Palaiseau**, dans le hall de la gare de voyageurs de la ligne B, s'est déroulée, à l'occasion de la Journée nationale de la Résistance et à l'initiative de l'ANACR-RATP, un hommage au commandant FTP Florentin Clotier, responsable FTP de la ligne de Sceaux-Sud Parisien, fusillé au Mont-Valérien le 15 avril 1944, et à Auguste Pouillé, mort en déportation, tous deux agents de la Compagnie du Chemin de Fer Métropolitain de Paris (CMP).

A **PARIS**, dans le **6^e arrondissement**, une centaine de personnes, parmi lesquelles on reconnaissait plusieurs personnalités dont Mme Levisse-Touzé, conservatrice du Musée Jean-Moulin, MM. Pierre Morel, président du C.A.R., Raphaël Vahé, président de l'ARAC, Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP, Jean-Paul Riffault, secrétaire général-adjoint de l'ANACR, se sont réunies le 27 mai en fin de matinée devant le 48 rue du Four, là où se tint, il y a 68 ans dans la clandestinité, la réunion constitutive du CNR. Prirent la parole Mme Catherine Vieu-Charrier, adjointe au maire de Paris chargée de la mémoire, M. Jean-Pierre Lecoq, maire de l'arrondissement et Robert Chambeiron, secrétaire général-adjoint du CNR, dernier acteur et témoin de son rôle, qui rappelèrent la signification et la portée historique de l'événement.

Dans le **8^e arrondissement**, l'ANACR, représentée par Louis Cortot, président, Compagnon de la Libération, Jacques Weiller, vice-président, Jacques Varin, secrétaire général, Jean-Paul Riffault, secrétaire général adjoint, et Christiane Tardif, membre du Bureau national, et la Fondation de la Résistance, représentée par MM. Jacques Vistel, Président, Pierre Morel, vice-président, François Archambault, secrétaire général, François Perrot, administrateur, et le préfet Victor Convert, directeur général, ont, le 27 mai à 17 heures, rendu conjointement un hommage à Jean Moulin, au monument à sa mémoire formé par cinq bronzes du sculpteur Georges Janclos situés au bas des Champs-Élysées. A 18 h 30, la délégation de l'ANACR participa sous l'Arc-de-Triomphe au ravivage par la Fondation de la Résistance de la Flamme sur la Tombe du Soldat inconnu.

Dans le **10^e arrondissement**, à l'initiative de Serge Couillard, membre de l'ANACR, une cérémonie s'est déroulée dans le hall de la mairie en présence de plusieurs drapeaux du monde combattant et fut suivie par un dépôt de gerbes.

Dans le **12^e arrondissement**, La cérémonie, à laquelle participa Mme Michèle Blumenthal, Maire de l'arrondissement, rassembla de nombreux élus, le Comité d'entente des Associations du monde Combattant, avec son Président, des habitants de l'arrondissement. Elle fut suivie d'un dépôt de gerbes au nom de M. Jean-Paul Huchon, Président du Conseil régional d'Ile-de-France, de Mme la Maire et du comité ANACR du 12^e. Jacques Weiller, Président de l'ANACR du 12^e, Coprésident du Comité de Paris et Vice-président national de l'ANACR, prononça une allocution rappelant le sens du combat des Résistants et la nécessité de le poursuivre aujourd'hui contre les résurgences du fascisme.

Dans le **14^e arrondissement**, dans le Hall de la station Denfert-Rochereau du RER B, 80 personnes se sont réunies, à l'appel de l'ANACR-RATP, présidée par André Serres, pour un hommage à Jean Moulin et au colonel Rol-Tanguy. La Fédération des ACVG, le Comité d'Entente des Anciens combattants de la RATP s'étaient joints à cette manifestation de la mémoire et du souvenir. La direction de la RATP était représentée avec la Direction générale, des représentants du secteur RER-B, on notait la présence de M. François Jobez, Directeur des services des Anciens Combattants d'Ile-de-France, de représentants de la Mairie de Paris, de personnalités du 14^e, des Associations d'Anciens Combattants d'Ile-de-France, des élus du CRE-RATP ainsi que de plusieurs porte-drapeaux.

Dans le **19^e arrondissement**, répondant à l'appel de la Mairie d'arrondissement et du Comité d'entente des Anciens Combattants, une centaine de personnes - dont de nombreux élèves - se sont réunies dans le hall d'accueil de la Mairie où Jean-Paul Riffault, vice-président du Comité de Paris et secrétaire général adjoint national de l'ANACR, intervint pour rappeler l'importance de la date du 27 mai dans l'histoire de la Résistance et les valeurs que traduit le Programme du CNR, dont M. Yacine Chaouat, adjoint au maire du 19^e chargé de la relation avec le monde Combattant et de la mémoire, s'attacha à souligner l'actualité. Puis un documentaire sur la Résistance fut projeté à des élèves du cours moyen qui purent poser des questions à Robert Endewelt et René le Prévost, tous deux anciens Résistants et intervenants habituels dans les établissements scolaires.

En **HAUTE-GARONNE**, l'ANACR a commémoré le 27 mai à **Toulouse** la création du CNR devant le Monument de la Résistance et de la Déportation (Esplanade Savary). En présence de plusieurs autres personnalités, dont Mmes Catherine Lemorton, députée, et Marie-Christine Laforgue, Vice-présidente du Conseil régional, de MM Gérard Bapt, député, Jacques Mirasou, sénateur, Michel Pech, représentant M. le maire de Toulouse, Guy Darmanin, Président de l'UFAC, Henri Basso, Président des Garibaldiens et Henri Loze, Président de la FNAR, Lucien Vieillard, président départemental de l'ANACR, MM Jean-Jacques Mirasou, sénateur, et Marcel Granier, Président du Comité départemental de la Résistance (CDR), prononcèrent des allocutions. Le dépôt de gerbes du député-maire de Toulouse, du Conseil général de Haute-Garonne et de l'ANACR-31 fut suivi de la sonnerie aux Morts, de la minute de silence à leur mémoire et de la *Marseillaise*.

DE LA MÉMOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DES DROITS DES RÉSISTANTS

DANS NOTRE AGENDA

15 AOUT EN DROME PROVENÇALE

S'inscrivant sur la mémoire du débarquement de Provence, la traditionnelle journée organisée depuis près de 20 ans par le comité ANACR de Drôme-Provençale commencera par une matinée consacrée à la Montagne de la Lance, dominant le pays avec le rassemblement devant la «ferme emblématique des maquis» et une cérémonie à la stèle suivie du repas tiré du sac.

L'après-midi, les participants se retrouveront dans une commune chaque fois différente, ce qui confère un rayonnement régional à la manifestation.

Pour 2011, ce sera au tour de Grillon, dans l'enclave de Valréas. Chacun s'y retrouvera autour de l'exposition consacrée à la Résistance locale, sans cesse enrichie dont le maître d'œuvre est Philippe Biolley, un jeune Ami de la Résistance ANACR, et qui se tiendra sur 4 jours du 11 au 14 août, de 10 h à 18 h.

Puis se déroulera la 2^e cérémonie devant le Monument aux Morts avec les allocutions successives du Sous-préfet, Sénateur, Conseiller général, Maire, responsables associatifs, en particulier la présidente locale, Béatrice Jouve et la présidente départementale, Mireille Monier-Lovie, suivies d'un dépôt de gerbes.

Vers 18 h, concert de Jean Paul Finck et sa chorale sur la place du village, avec des chants exaltant l'engagement résistant entrecoupés de textes poétiques.

A 19 h 30 apéritif suivi vers 20 h 30 d'un chaleureux repas fraternel, dans la salle polyvalente de Grillon, regroupant plus de 130 personnes, particulièrement animé par la musique et esquisses de pas danse et clôturé par la traditionnelle tombola.

* *
*

23 AOUT, L'ANACR RAVIVE LA
FLAMME SUR LA TOMBE DU
SOLDAT INCONNU

L'ANACR, comme la plupart des Associations du Monde Combattant et l'UFAC, s'était élevée contre la suppression du Secrétariat d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants intervenue lors de la formation du 3^e gouvernement Fillon en novembre 2010, réaffirmant alors, dans un communiqué publié le 17 novembre, «son attachement aux principes du Droit à réparation et aux institutions chargées de son application, en premier lieu à un ministère – ou à un secrétariat d'Etat – spécifique, chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, disposant d'un budget autonome et interlocuteur au niveau gouvernemental du Monde Combattant».

Comme l'UFAC, nous avons donc apprécié positivement l'annonce de la remise en place d'un nouveau Secrétariat d'Etat à l'occasion du remaniement gouvernemental intervenu le 29 juin dernier, même si, à la différence de ses prédécesseurs dans les gouvernements Fillon 1 et 2, il ne fait plus dans son appellation officielle explicitement référence aux Anciens Combattants, mais seulement à la Défense.

Pour autant, cette satisfaction ne saurait être dissociée d'une vigilante attention, en premier lieu quant aux moyens dont disposera le Secrétariat d'Etat, qui avaient déjà été notablement affectés avant novembre 2010 par les conséquences de la Révision générale des politiques publiques, ce qui s'était notamment traduit par une réduction de ceux de l'ONAC et de ses directions départementales, qui ont vu leurs effectifs se réduire et leur poste de délégué mémoire disparaître ; et aussi en réaffirmant la nécessité d'un budget spécifique autonome des Anciens Combattants.

Nous serons aussi attentifs à l'égard de la politique des Pouvoirs publics concernant les problèmes des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, qui participent du Droit à réparation et non d'une simple politique de solidarité, un droit à réparation dont ne saurait être exclue aucune catégorie d'Anciens Combattants et Victimes de Guerre, résidant en France ou à l'étranger, notamment dans les anciens territoires coloniaux ou sous protectorat français.

De même nous veillerons à ce que soient reconnus les services des Résistants qui, près de 70 ans après la Libération et la Victoire sur le nazisme, auxquelles ils ont contribué par leur lutte de Résistance, sont encore privés de cette reconnaissance légitime que la Nation leur doit, pour que les distinctions honorant ce choix qu'ils firent dans les dures et dangereuses conditions de l'Occupation nazie leur soient attribuées. Parce que reconnaître les droits des Résistants, c'est reconnaître le rôle de la Résistance dans la libération de notre pays et l'Histoire.

Association d'Anciennes Résistantes et Anciens Résistants ainsi que de passeurs de mémoire des combats et valeurs de la Résistance, l'ANACR est gravement préoccupée par les résurgences contemporaines du fascisme à la faveur de la crise multiformes que connaissent nos sociétés et qui se manifestent par l'apologie nostalgique des régimes fascistes du XX^e siècle et de leurs collaborateurs, la négation de leurs crimes, par des violences à l'égard des minorités ethniques et des étrangers, par la montée électorale de l'extrême-droite dans quasiment tous les pays d'Europe y compris le nôtre, sans nul doute conséquence des choix politiques économiques et sociaux qui ont conduit à cette crise, mais aussi de l'oubli ou de la méconnaissance de ce qu'a été la réalité tragique du fascisme au pouvoir en Europe et en Asie il y a trois quarts de siècle et contre lequel les Résistants ont combattu.

Par sa nature, c'est sur ce terrain du passage de la mémoire et de la lutte contre le fascisme contemporain que notre Association pluraliste entend situer son action, car notre société et plus particulièrement sa jeunesse ont besoin des valeurs démocratiques, patriotiques, humanistes et de solidarité qui motivèrent les Résistants et qu'exprime le **Programme du Conseil National de la Résistance**, de connaître l'exemple du combat des Résistants. Nous pensons qu'il aussi est de la responsabilité des Pouvoirs publics de s'engager pleinement dans cette transmission de cette mémoire et de ces valeurs, ce dont participerait l'instauration au plus tôt, ainsi que l'ANACR demande, d'une **Journée Nationale de la Résistance**, le 27 mai. De tout cela, l'ANACR est prête à s'entretenir avec Monsieur le Secrétaire d'Etat et toutes les Associations et structures participant à la mémoire de la Résistance et du monde Combattant.

Louis Cortot

EVASIONS PAR MER DANS LES CÔTES-DU-NORD...

Après la bataille d'Angleterre de 1940, la Royal Air Force britannique porte peu à peu la guerre en Allemagne et à toutes les bases allemandes importantes situées en pays conquis.

Les premiers mois de 1943 s'amplifièrent les raids sur Saint-Nazaire, Brest, Lorient ; ce qui se traduisit par l'arrivée sur le sol breton de «parachutistes malgré eux» dont l'avion avait été abattu. Ainsi, de septembre 1943 à août 1944, la RAF aura perdu 21.000 aviateurs dont 15.500 tués et 3.500 prisonniers.

Ces aviateurs se retrouvant dans un pays inconnu seront de nationalités diverses : beaucoup d'Américains formant les équipages des forteresses, des Britanniques et des combattants du Commonwealth (Australiens, Canadiens, Néo-Zélandais, Africains du Sud, Rhodésiens...), tous âgés de 18 à 25 ans.

De nombreux réseaux vont chercher à les récupérer pour les ramener en Grande-Bretagne afin qu'ils puissent reprendre le combat. Spécialistes, leur instruction a duré plusieurs mois et coûté très cher. Voilà pourquoi les pilotes étaient prioritaires pour le retour !

LE RÉSEAU VAR

Un premier réseau d'évasion est organisé dans le secteur Est des Côtes-du-Nord à Saint-Cast, où la baie de la Fresnaye offre un abri qui semble sûr sous le Fort Lalatte occupé par les Allemands. Il s'agit du réseau «Var» créé par Aristide Sicot, jeune enseignant démobilisé en 1940 en tant qu'élève officier et dont les parents possèdent une villa - «Les Feux Follets» - qui abritera jusqu'à trente aviateurs sous le plancher de la salle à manger. La maison était de plain-pied et toute la terre avait été éparpillée dans les champs avoisinants. Contacté par le SOE (B.J. Harat alias «Peter» et Paul Deman), Aristide Sicot s'était immédiatement porté volontaire pour cette mission.

Malheureusement, à Noël 1943, la vedette, à cause d'une très mauvaise visibilité, s'étant rapprochée trop près de la côte, est canonnée et mitraillée par les Allemands. Un marin britannique est tué et le jeune sous-lieutenant se retrouve avec 31 aviateurs sur les bras... Il réussit à les dispatcher, mais le réseau est grillé et il lui est demandé de chercher un autre lieu propice aux mêmes opérations. Il réussit, grâce à l'aide de jeunes résistantes (il épousera l'une d'elles), les cinq sœurs Jacob demeurant au bourg de Guimaëc au nord de Morlaix dans le Finistère, à recréer une filière par où passeront ensuite François Mitterrand (qui inaugurerait le monument du réseau lors de son premier mandat de président de la République), le Général Allard ainsi que bien d'autres agents ou aviateurs.

LE RÉSEAU SHELburne

Parallèlement, et sans concertation avec le réseau Var, obéissant aux ordres de Londres, deux canadiens, Lucien Dumais, le radio Raymond Labrosse, et un Britannique, Val Williams, vont reconstituer une autre chaîne d'évasion à quelques kilomètres de Saint-Quay-Portrieux (toujours dans les Côtes-du-Nord) où le réseau «Oak Tree», qui récupérait lui aussi les aviateurs, vient de tomber et d'être décimé.

Grâce à de nombreux mais difficiles contacts, les trois hommes réussirent à recruter des personnes acceptant de travailler pour la bonne cause dans la région de Plouha. Le réseau «Shelburne» était créé. Shelburne, du nom d'un homme politique britannique du XVIII^e siècle, marquis de Lansdowne et deuxième comte de Shelburne.

Immédiatement à l'œuvre et avec l'aide des volontaires locaux, la première tâche fut de trouver un endroit sur la côte où pourraient s'approcher le plus possible les MGB



Lucien Dumais.



Au centre, Marie Gicquel : sa maison familiale fut «la maison d'Alphonse».

(Motor Gun Boat) ou les MTB (Motor Torpédo Boat), tout en étant à l'abri du regard des Allemands. C'est ainsi qu'avec l'aide du charcutier François Le Cornec - déjà impliqué dans la résistance locale - et d'un officier de la marine marchande, Joseph Mainguy (qui fit aussitôt les plans de la plage), fut choisie l'anse Cochat. Lieu relativement exigu au pied d'une falaise de 50 mètres et où, la mer se retirant, s'étaient quelques dizaines de mètres de sable, avec, pour y accéder, une descente à risque, un sentier où il fallait s'agripper à la végétation pour ne pas tomber et où il fallait se laisser glisser sur le dos pour atteindre la plage !

L'endroit de l'évacuation trouvé, il fallait maintenant penser à l'hébergement, trouver les maisons, la nourriture et parfois les vêtements pour les jeunes futurs «rapatriés». Il fallait également les amener dans les Côtes-du-Nord (certains ayant été récupérés loin de la Bretagne), à Saint-Brieuc par le train et ensuite les acheminer à Plouha. Pris en charge à Saint-Brieuc par de jeunes convoyeuses, ils arrivaient de nuit sur leur lieu de transit afin de ne pas susciter la curiosité de la population locale. Acheminements qui demandaient beaucoup de préparation, car faire voyager - très souvent dans des wagons bourrés d'Allemands - des personnes qui ne parlaient pas français nécessitait de grandes précautions, et l'on pourrait ajouter un certain «culot» et un sang-froid à toutes épreuves !

Ce sera Londres qui fixera le moment de chaque opération, laquelle ayant toujours - évidemment - lieu par une nuit sans lune sera déclenchée par un message envoyé par la BBC qui fut longtemps celui-ci : «Yvonne pense toujours à l'heureuse invitation», suivi, le jour de l'exécution par cet autre : «Bonjour à tout le monde à la maison d'Alphonse» ; le message d'annulation étant «Rigoulot a bon coco».

L'un des bateaux britanniques venant exfiltrer les aviateurs alliés abattus...



C'est le 28 janvier 1944, à 20 h 45, que fut diffusé le message lançant la première opération : un blessé (Val William) et 16 aviateurs embarquèrent sur le MGB503 (commandé

par le père de Jane Birkin) et regagnèrent l'Angleterre ; ceci après que les marins aient déchargé des armes, des munitions, des vêtements, du café, des cigarettes (gauloises fabriquées en Grande-Bretagne), du whisky, du chocolat et de l'argent.

L'OPÉRATION :

Calé sur la falaise, Joseph Mainguy envoyait en morse le signal "B" comme Bonaparte (nom de la plage) à intervalle régulier en direction de la vedette. Celle-ci jetait l'ancre à quelques encablures du rivage, prête à repartir à la moindre alerte. Deux ou trois chaloupes descendues à la main par l'équipage et dont les rames étaient garnies de toile afin d'éviter tout bruit, mettaient le cap sur la plage où Marie-Thérèse Le Calvez (18 ans) dirigeait vers elles un faisceau bleu avec sa lampe torche afin de les guider. En cas de danger était prévue une lumière rouge calée entre deux rochers. Le mot de passe en arrivant sur la plage était : «Dinan», avec pour réponse : «Saint-Brieuc».

Au total, de janvier 1944 à d'août 1944, se déroulèrent 8 opérations qui permirent à 135 aviateurs et à 15 agents de rejoindre l'Angleterre, ceci au nez et à la barbe des Allemands. Ces hommes auront du leur salut à un réseau spécialisé dans l'évasion, très cloisonné, où les hébergeurs se connaissaient en tant que voisins mais ne savaient pas qu'ils faisaient le même travail de Résistants...

«L'épopée Shelburne est un exemple de coopération et de fraternité entre civils français et soldats canadiens, américains, du Commonwealth, marins britanniques qu'un ancien de la RCAF évadé de Bretagne par mer en avril 1943 peut apprécier l'exceptionnelle valeur. Jamais je ne saurai exprimer l'admiration que j'éprouve pour ces hommes et ces femmes qui firent délibérément le choix de risquer les pires souffrances et qui firent preuve d'un cran bien souvent insoupçonné par les militaires que nous étions !» (Gordon Carter, Commandant de la Royal Canadian Air Force).

Composé de membres prenant tous des risques énormes, animés d'une volonté farouche de vaincre les nazis et qui faisaient preuve d'une imagination, de système D et d'une audace à toute épreuve, le réseau Shelburne fut un des seuls à ne pas avoir été trahi et détruit...

Pierre Martin

L'entrée de la « plage Bonaparte » sur l'Anse Calot à Plouha.



SUR LES CÔTES MEDITERRANÉENNES AUSSI...

Bien que leur situation géographique ne s'y prête guère – les rives algériennes étaient hors de portée, l'Italie fasciste était la voisine de l'Est, l'Espagne franquiste celle de l'Ouest – les côtes méditerranéennes furent le point de départ de quelques évasions par mer, le Réseau d'évasion Pat O'Leary – basé à Marseille – disposant même d'un bateau reliant la côte française à Gibraltar.

...ET DANS LE FINISTERE



Ernest Sibiril.

LE RESEAU SIBIRIL

Dès l'arrivée des Allemands en Bretagne en juin 1940, Jacques Guéguen, un pêcheur breton, va, avec un navire sablier de 8,40 m le « Pourquoi pas ? » effectuer – depuis le Pont de la Corde à Henvic – trois allers et retours à Jersey, puis un autre vers l'Angleterre à Fowey, en Cornouailles, pour y évacuer des militaires britanniques et des Français répondant à l'Appel du 18 juin...

Menacé d'arrestation, Jacques Guéguen, alors âgé de 65 ans, va devoir se résoudre à gagner l'Angleterre avec son fils François, âgé de 16 ans, faisant appel à l'aide de l'un de ses amis, Ernest Sibiril constructeur de bateau à Carantec, une petite ville de la baie de Morlaix. C'est à bord d'un cotre de 7m 50, « l'André » que Jacques Guéguen et son fils, accompagnés d'un officier de renseignements belge et d'une infirmière-major, partis de Carantec dans la nuit du 10 février 1942 rallièrent le port de Fowey, après 31 heures de traversée...

Ernest Sibiril va, avec plusieurs membres de sa famille, monter un véritable réseau d'évasion d'une vingtaine de personnes dont une des premières tâches – les Allemands ayant recensé tous les bateaux pouvant prendre la mer – va être de restaurer des épaves afin de les rendre aptes à naviguer et effectuer la périlleuse traversée.

Du 20 juillet 1942 (cotre « la Monique ») au 14 février 1944 (goémonier « l'Amity »), ce seront 13 bateaux restaurés (cotes, goémoniers, sablier) qui rallieront les ports du sud de l'Angleterre (Fowey, Plymouth, Salcombe, Penzance). Un 14^e, « le Requin », aura été construit clandestinement de toutes pièces en 11 jours et motorisé avec un moteur de voiture de 10 cv : c'est lui qui emmènera le 31 octobre 1943 vers l'Angleterre Ernest Sibiril – ayant échappé le 18 juillet 1943 à la Gestapo et entré en clandestinité – et son frère Léon, ainsi que 6 autres évadés.

Au total, près de 200 aviateurs et agents de renseignements alliés, Résistants, et Français libres en mission auront été exfiltrés vers l'Angleterre par le Réseau Sibiril.

RESISTANCE ET MAQUIS DANS LES ARDENNES

En mai 1940, les Ardennes eurent le triste privilège d'être le théâtre initial de l'offensive allemande, entamée en Belgique le 10 et qui – à travers le massif forestier des Ardennes réputé infranchissable – contourne la ligne Maginot dont l'ouvrage le plus occidental est celui de la Ferté situé à 20 km de Sedan, et bouscule les troupes françaises.

L'offensive nazie développée et la défaite française consommée cinq semaines plus tard, ce que concrétise la signature le 22 juin à Rethondes de l'Armistice qui consacre la division de la France en deux zones, occupée et non occupée, séparées par une ligne de démarcation, véritable frontière intérieure. Le département des Ardennes va se situer dans la zone Nord (occupée) et, de plus, l'essentiel de son territoire, c'est-à-dire sa partie au nord du cours de l'Aisne, est situé dans la «zone interdite», subdivision de la zone nord occupée qui englobe – avec ceux d'une «zone réservée» en Lorraine, et Franche-Comté – les territoires placés au nord d'une ligne partant de l'embouchure de la Somme et qui s'incurvant rejoindra au sud-est de la Côte-d'Or la ligne de démarcation.

De fait, cette *Nordost-Linie* est – du moins au début de son installation – une véritable seconde ligne de démarcation qui, installée avant même la signature de l'Armistice, délimite – situées à son nord – ces zones interdite et réservée dans lesquelles le retour des réfugiés de mai 1940 sera entravé ou interdit ; et ce afin de permettre la colonisation partielle des terres par des exploitants allemands. Sous l'égide de la société privée *Ostland*, qui installe à Charleville sa principale direction régionale, la «WOL III», les Ardennes vont être particulièrement concernées : 8900 fermes, réparties dans 380 des 503 communes du département y sont regroupées en 200 exploitations allemandes dirigées par un *Betriebsleiter*, qui mettent en valeur pour le compte de l'occupant 50% des terres agricoles, soit au printemps 1943 plus de 115 000 hectares...

Dans les Ardennes, une *Feldkommandantur* allemande s'installe à Charleville, avec des *Kreiskommandantur* à Sedan, Mézières, Rethel et Vouziers, la Police de sécurité du Reich (*Sipo*) et le Service de sécurité SS (*SD*), souvent confondus sous l'appellation de Gestapo, mettent en place à Charleville une Antenne extérieure.

Cette implantation allemande dans les campagnes ardennaise et l'absence d'une partie de la population française ayant fui l'exode, contrecarrée dans son désir de regagner ses foyers, ainsi que la présence militaire et policière allemande, vont rendre difficile l'action de Résistance à l'occupant. Pour autant, celle-ci va se développer et même commencer dès le premier jour de l'invasion : Le 12 mai 1940, Eugène Andrieux, un cultivateur de Machault, abat un aviateur allemand sauté en parachute, ce qui lui vaudra d'être fusillé un an plus tard.

RESISTANCE ET MAQUIS

Comme dans de nombreuses autres régions, la Résistance va prendre des formes spontanées : rentrant d'évacuation en octobre 1940, Edouard René, maire de Champigneulle trouve sa ferme de 200 hectares sous le contrôle de la WOL III, les Allemands ne lui en laissant que... 15 ; il va, en leur confectionnant des faux papiers, favoriser l'évasion de 15 prisonniers de guerre français employés comme ouvriers agricoles...

Mais la Résistance va prendre bien sur des formes organisées, sous formes de réseaux et mouvements ou s'appuyant sur les structures syndicales et politiques d'avant-guerre. Ainsi, arrêté le 3 mars 1943 après une manifestation de jeunes requis au S.T.O. en gare de Sedan, le cheminot Albert Villemaux, maire communiste de Nouvion-sur-Meuse de 1935 à sa destitution en 1939, réorganisateur d'une cellule communiste clandestine, rejoignit le Front National pour l'indépendance de la France et

fut sous-lieutenant du mouvement Résistance-fer ; il mourut en déportation.

Outre la mouvance communiste, la Résistance ardennaise eut d'autres composantes. Ainsi par exemple, dans la Région de Rethel, coupée en deux par la ligne séparant la zone interdite du reste de la zone occupée, Jean Deguerne dirigera dans l'Est du Rethelois les forces, unifiées en 1943, de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.) et de Libération-Nord, tandis que l'influence des FTP sera notable dans l'Ouest ; ces forces s'unifieront au sein des F.F.I.

L'importance de la Résistance ardennaise, incluse dans la Région C de la Résistance nationale, est, malgré les conditions difficiles de son action, attestée par l'ampleur de la répression dont elle fut victime : plus de 500 déportés dont plus de la moitié ne revint pas, il y eut 350 fusillés, dont les 106 du «maquis des Ardennes» (ou «des Manises»).¹



Le monument du maquis des Manises (ou des Ardennes)

Le «Maquis des Manises» ou des «Ardennes» est aussi connu sous les noms de «maquis de Revin», car situé près de cette ville, et de «maquis Prisme», du pseudonyme de son chef, le futur général Jacques Paris de la Bollardière – parachuté depuis Londres le 12 avril 1944 dans le cadre de la mission «Citronnelle», avec pour but de créer un maquis dans les Ardennes de 3 à 400 hommes capables de monter des actions de guérilla sur les arrières des Allemands en cas de débarquement allié, qui sera effectif le 6 juin. Issus de tous les mouvements de Résistance du département – et même des départements limitrophes – les maquisards des Manises vont être attaqués par les Allemands qui les encerclent dans la nuit du 12 au 13 juin. Capturés, 106 d'entre eux sont fusillés sur place.

Pour être le plus important, le maquis des Manises n'est pas le seul du département : à l'été 1944 y opèrent sous la direction du commandant Fournier (O.C.M.), départementale FFI, une trentaine de maquis de diverse importance. Mentionnons ainsi le franco-belge «Maquis du Banel» créé dès 1942 près de Carignan sous la direction d'un journaliste belge, Adelin Husson. Victime de l'infiltration d'un collaborateur, le maquis sera anéanti le 18 juin 1944. De même que le «Maquis de Launois», maquis FTP de Viel-Saint-Rémi formé au printemps 1943 sous la direction de René Delvaux avec le concours de Georges Matagne, départementale FTPF, qui recueillera des jeunes fuyant le STO, fera sauter l'écluse d'Attigny, détruira du matériel de la WOL et en novembre 1943 réalisera 8 sabotages de voies ferrées. Il aura 13 fusillés et 11 déportés.

Rethel sera libéré le 31 août, Charleville et Revin le 3 septembre, Sedan le 6 septembre. Les maquis auront apporté leur concours à l'offensive alliée qui les libéra.

¹ Ces chiffres furent et demeurent l'objet de débats entre Résistants, entre historiens, entre Résistants et historiens, les découvertes périodiques de documents amenant à préciser à la hausse le nombre et le nom des victimes. Un mémorial, situé à Berthaucourt, porte les noms de plusieurs centaines d'entre eux et est un lieu d'hommage à leur souvenir.

GILBERT DRU, «JEUNE CHRETIEN COMBATTANT»

Gilbert Dru, né en 1920 dans l'Hérault, fit ses études primaires et secondaires au Lycée Saint-Marc de Lyon, établissement confessionnel catholique tenu par des Jésuites et qui accueille pendant l'entre-deux guerres plus de 600 élèves, de la maternelle aux classes terminales. En 1944, le lycée sera réquisitionné par la Gestapo dirigée à Lyon par Klaus Barbie.

La rose et le réséda¹

à Gabriel Péri et d'Estienne d'Orves
comme à Guy Môquet et Gilbert Dru

Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Tous deux adoraient la belle
Prisonnière des soldats
Lequel montait à l'échelle
Et lequel guettait en bas
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Qu'importe comment s'appelle
Cette clarté sur leur pas
Que l'un fût de la chapelle
Et l'autre s'y débâtait
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Tous les deux étaient fidèles
Des lèvres du cœur des bras
Et tous les deux disaient qu'elle
Vive et qui vivra verra
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Du haut de la citadelle
La sentinelle tira
Par deux fois et l'un chancelle
L'autre tombe qui mourra
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Ils sont en prison Lequel
A le plus triste grabat
Lequel plus que l'autre gèle
Lequel préfèrent les rats
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Un rebelle est un rebelle
Nos sanglots font un seul glas
Et quand vient l'aube cruelle
Passent de vie à trépas
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Répétant le nom de celle
Qu'aucun des deux ne trompa

Louis ARAGON

Ayant adhéré en classe de seconde à la branche des Collèges libres de la «Jeunesse étudiante chrétienne» (J.E.C.), Gilbert Dru, après une «khâgne» au Lycée du Parc et étant étudiant en lettres à Lyon au début de l'Occupation, va en devenir l'un des responsables lyonnais.

Entré en relations avec Jean-Marie Domenach, qui impulse en 1941-1942 la résistance antinazie et anti-pétainiste parmi les étudiants lyonnais et qui, avant de rejoindre le maquis du Vercors, sera l'un des fondateurs des «Equipes chrétiennes» qui apporteront leur aide aux Résistants, ainsi qu'avec André Mandouze, animateur de la publication des «Cahiers de Notre Jeunesse», auxquels il participe, Gilbert Dru va étendre à tout le Sud-est de la France son action de Résistance dans les milieux chrétiens, de jeunesse en premier lieu. Et, avec Maurice-René Simonnet, il va être l'un des fondateurs et animateurs du mouvement des «Jeunes Chrétiens Combattants» (J.C.C.).

JEUNES CHRETIENS COMBATTANTS

Créés en 1943, les «J.C.C.» sont issus des secteurs résistants de l'Association catholique de la Jeunesse française (ACJF), qui regroupe avec la J.E.C., la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) et d'autres mouvements chrétiens de jeunesse.

Entamant la publication clandestine du journal «Notre Jeunesse», les J.C.C., outre leur action de propagande, vont s'engager dans la lutte armée, dans les maquis alpins ou du Massif central, dans le Nord et en Région Parisienne où ses membres vont, sous la direction de l'abbé Raymond Borne et Léo Hamon, détruire à main armée des dizaines de milliers de fiches du STO. A l'approche de la libération de Paris, les J.C.C. de la Région parisienne connaîtront un drame : 12 d'entre eux, tombés avec 3 jeunes de l'O.C.M. et 20 FTP de Chelles dans un guet-apens tendu par un faux agent de l'Intelligence Service, vont être arrêtés par la Gestapo, et faire partie des 35 jeunes Résistants de 18 à 22 ans fusillés le 16 août 1944 à la cascade du Bois de Boulogne.

Gilbert Dru, qui fut aussi l'un des responsables de l'équipe clandestine des «Cahiers du Témoignage chrétien» et par ailleurs en contact permanent avec Jean Gillebert, un dirigeant du mouvement «Combat», faillit partir pour Alger, ayant été désigné pour y représenter les J.C.C. ; dont il fut le représentant au sein des «Forces Unies de la Jeunesse Patriotiques» (F.U.J.P.), créées fin 1943 et qui rassemblent dans l'esprit du CNR les organisations de jeunesse résistances.

Le 17 juillet 1944, alors qu'il vient de participer avec son ami Francis Chirat,



militant ouvrier de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), à une réunion clandestine du Centre de coordination d'action des résistants démocrates et chrétiens que préside Maurice Guérin, Gilbert Dru est arrêté à Lyon ; la Gestapo découvre sur eux des papiers révélant leur activité. Ils furent tous deux emprisonnés au Fort Montluc, et soumis à des interrogatoires musclés sans qu'ils parlent.

Pendant leur incarcération, une bombe explosa dans la nuit du 26 au 27 juillet place Bellecour, dans un restaurant fréquenté par les Allemands. En représailles, le 27 juillet arriva à midi sur cette même place un camion contenant cinq otages, dont Gilbert Dru et Francis Chirat ainsi qu'un militant communiste, qui furent abattus par les nazis un à un à leur descente du camion. Les corps des cinq martyrs restèrent exposés là jusqu'à 16h.

Au regard de l'Histoire, Gilbert Dru est devenu le symbole des jeunes chrétiens qui rejoignirent la Résistance. Ainsi la Fédération Rhône-Alpes de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) créa en 1981, en souvenir de son action pour l'amitié judéo-chrétienne, un «Prix Gilbert Dru» destiné à «récompenser des élèves d'un établissement scolaire du Rhône pour leur action concrète contre le racisme et l'antisémitisme» ; ouvert en 2005, un collège porte son nom dans le 3^e arrondissement de Lyon.

Mais, dès décembre 1944, Aragon, dans le recueil «La Diane Française» qu'il publie alors, l'avait — par sa dédicace en tête du poème «La Rose et le Réséda» — associé dans la mémoire au jeune communiste Guy Môquet, fusillé le 22 octobre 1941 à Châteaubriant, au député communiste Gabriel Péri, fusillé le 15 décembre 1941, et à l'officier gaulliste Honoré d'Estienne d'Orves, fusillé le 26 août 1941, tous deux au Mont Valérien.

¹ Poème datant de mars 1943

IL Y A 15 ANS DISPARAISAIT :

PIERRE MEUNIER

SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE

Pierre Meunier naquit le 15 août 1908 dans une famille paysanne républicaine de Côte-d'Or. Ayant poursuivi ses études, il est reçu en 1929 au concours de rédacteur au ministère des Finances.

«Alors que mon sursis à l'incorporation étant à terme, j'effectuais mon service militaire dans l'armée de l'Air, à Metz, je fus muté au 1^{er} Bataillon, à Paris. Ce bataillon dépendait directement du ministre de l'Air, Pierre Cot. Comme, au moment de mon appel sous les drapeaux, j'étais rédacteur au ministère des Finances, je fus détaché au cabinet de Cot : on avait besoin d'un secrétaire ...

«Il y avait, autour du jeune ministre radical, toute une équipe que passionnait l'aéronautique, tant civile que militaire, et qui avait l'ambition de doter la France d'une puissante aviation (...), qu'enthousiasmaient les techniques nouvelles et qui, de plus, était animée par des sentiments antifascistes affirmés. En son sein, chef de cabinet adjoint du ministre, Jean Moulin, que Pierre Cot avait appelé près de lui, le priant de quitter son poste de sous-préfet de Châteaulin. Les deux hommes s'étaient connus en Savoie, dont Cot était député et où Moulin avait fait ses débuts dans l'administration préfectorale.

«Je n'eus bien sûr pas le temps de m'intégrer à cette équipe puisque, à la suite de l'émeute de la place de la Concorde, le président du Conseil Daladier démissionna. Deux jours seulement après mon affectation. Pourtant Pierre Cot ne remit ses pouvoirs au général Denain, nouveau ministre de l'Air dans le cabinet Doumergue, que le 10 février. Et le jeune homme de gauche que j'étais, plein d'admiration pour les aînés qu'il venait de rencontrer, avait eu le temps d'estimer à sa juste valeur l'action de Pierre Cot et de son équipe qui comprenait des gens aussi brillants que Louis Joxe, futur ministre du général de Gaulle, Henri Puget, qui deviendra conseiller d'État, René Corbin, au domicile duquel allait se tenir, en 1943, la première réunion du Conseil National de la Résistance, Daniel Haguenau qui sera ingénieur général des Ponts et Chaussées, Jean Moulin... Et une soudaine amitié m'avait lié à ce dernier, une amitié née au milieu des luttes pour la République et la démocratie et qui devait, sous ce signe, se perpétuer pendant dix ans ou presque ...»¹

Resté au secrétariat de René Corbin, directeur du personnel et du budget au

ministère de l'Air, Pierre Meunier sera parallèlement le secrétaire parlementaire de Pierre Cot redevenu député.

SECRÉTAIRE DE PIERRE COT

Après la victoire du Front populaire lors des élections de mai 1936 et la formation du Gouvernement Léon Blum qui s'ensuit, Pierre Cot redevient ministre de l'Air : il fait appel à Jean Moulin pour diriger son cabinet civil et à Pierre Meunier pour diriger son secrétariat particulier. Outre à des anciens de son cabinet ministériel de 1934, tels Louis Joxe, Henri Puget ou René Corbin, Pierre Cot fera aussi appel à des hommes tels André Labarthe, qui sera directeur de l'armement au ministère de l'Air, le journaliste Jacques Kayser, Henri Manhès, officier. Début 1937, Pierre Meunier, malade, suggérera, pour pallier son absence, de faire appel à un militaire du 1^{er} bataillon, d'où lui-même était venu deux ans plus tôt ; y effectuant son service militaire, Robert Chambeiron fut celui désigné.

Pierre Cot restera ministre de l'Air jusqu'en juin 1937 dans le gouvernement Blum puis jusqu'au 14 janvier 1938 dans le Gouvernement Chautemps qui lui succéda, avant de devenir ministre du Commerce et de l'Industrie, poste ministériel qu'il occupera jusqu'au 8 avril 1938 dans un autre cabinet Chautemps puis dans un second cabinet Blum.

Le ministère de l'Air, dirigé par Pierre Cot avec à ses côtés Jean Moulin, prépara les nationalisations de l'industrie aéronautique et sa modernisation, encouragea le développement du sport aérien, pépinière de pilotes pour l'Armée de l'Air. De nombreux sous-officiers de l'Armée de l'Air furent promus officiers et des officiers de réserve, tel Henri Manhès, intégrés dans l'active.

«Et surtout – rappelle Pierre Meunier², à Jean et à moi, fut confiée la tâche délicate d'aider clandestinement la République espagnole. Face à la rébellion de Franco contre le gouvernement légal, rébellion activement soutenue par Mussolini et par Hitler, il n'était pas possible de rester inactifs (...).

«Tandis que des volontaires français ou étrangers transitant par la France formaient des Brigades Internationales et

qu'André Malraux combattait dans le ciel d'Espagne, nous-mêmes reçûmes mission d'aider discrètement les forces républicaines en leur livrant quelques avions...

«Un fonctionnaire des Douanes, Gaston Cusin, qui était chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre des Finances, joua, à l'instigation de ce dernier, un rôle capital dans cette tâche clandestine. Cusin rejoignit d'ailleurs le cabinet de Pierre Cot lorsqu'il devint ministre du Commerce et de l'Industrie ... Cette livraison de matériel à l'Espagne avait été frénétiquement dénoncée par l'extrême-droite... »

La chute le 8 avril 1938, après à peine un mois d'existence, du second gouvernement Blum, dans lequel Pierre Cot avait gardé un portefeuille, marqua la fin du Front populaire et la dispersion de l'équipe Cot : Jean Moulin partit à Rodez nommé préfet de l'Aveyron, Pierre Meunier réintégra le ministère des Finances, Robert Chambeiron rejoignit la Caisse des marchés... Les profonds liens d'amitié existant entre Moulin et Meunier furent cependant plus forts que l'éloignement : à plusieurs reprises, ce dernier prit le chemin de Rodez...

En février 1939, Jean Moulin, nommé à Chartres préfet d'Eure-et-Loir, regagna la Région parisienne ; le 3 septembre suivant, l'Allemagne nazie ayant envahi la Pologne, la France et la Grande-Bretagne lui déclarèrent la Guerre.

AUX CÔTES DE JEAN MOULIN

Mobilisé à la déclaration de guerre, Pierre Meunier connut la «Drôle de guerre» et la débâcle de mai-juin 1940, avant d'être démobilisé à Montpellier.

Affecté dans les services du ministère des Finances maintenus à Paris, Pierre Meunier qui, mobilisé, n'avait pas rencontré Jean Moulin durant la «Drôle de guerre» tout en gardant le contact avec lui, se rendit, dès son retour dans la capitale, à Chartres début septembre pour y revoir dans sa préfecture son ami. Il découvrit, sous la grande écharpe que Moulin portait autour du cou, les traces de sa tentative de suicide dans la nuit du 17 au 18 juin précédent, afin de ne pas risquer de céder aux exigences des nazis entrés dans Chartres de le voir accuser faussement de crimes des soldats sénégalais de l'Armée française. Le 2 novembre 1940, l'administration pétainiste révoquait Jean Moulin de son poste.

¹ Pierre Meunier : Jean Moulin mon ami, avec la collaboration de Maurice Voutey. Editions de l'Armançon 1993, pp. 30-31.

² Idem, pp 36-37.

«A la mi-novembre 1940... - se rappelle Pierre Meunier³, je reçus la visite de Jean Moulin qui venait de quitter Chartres... Par mesure de prudence, il pouvait être suivi et, moi-même, étant suspect, nous décidâmes de nous rencontrer hors des lieux où nous étions connus...

«Je me souviens que c'est dans un café de la place de la Madeleine, le Colibri, qu'il m'exposa ses projets et me fixa ma première mission. Je devrais, au hasard de mes rencontres, un hasard qui devrait être au besoin sollicité, prospecter parmi mes amis qui avaient appartenu au Rassemblement Universel pour la Paix et commencer à recenser ceux qui étaient décidés à se battre. Lui, franchissant la ligne de démarcation, il passerait en Zone non-Occupée et, quand il se serait rendu compte de la situation, il partirait pour Londres et obtenir du général de Gaulle une mission de coordination de la Résistance(...).

«J'aurais donc à chercher des contacts... Jean me conseilla cependant de conserver mon poste au ministère des Finances, ce qui constituerait une bonne couverture (...). Aussitôt que cette tâche me fut confiée, je proposai à mon ami de m'adjoindre une connaissance commune, Robert Chambeiron. Moulin, qui appréciait comme moi les qualités de Robert, fut tout de suite d'accord...

«Moulin ne comptait pas, de son côté, rester inactif. Quand il serait passé en Zone non-occupée, avant de partir pour Londres, il tâcherait d'entrer en contact avec Henri Manhès et ils chercheraient eux aussi ce qui était en train de s'organiser... Henri Manhès accepta et il devint, jusqu'à son arrestation, le principal adjoint de Moulin⁴. J'eus alors la lourde responsabilité de lui succéder »

Pendant près de trois ans, Pierre Meunier, avec à ses côtés Robert Chambeiron, va ainsi être étroitement associé à l'action de rassemblement de la Résistance menée inlassablement par Jean Moulin, secondé par Henri Manhès.

A l'automne 1941, Jean Moulin quitta sous une fausse identité la France pour, via le Portugal, se rendre à Londres - où il arriva le 20 octobre - afin d'y rencontrer le général de Gaulle et lui présenter la situation de la Résistance intérieure et la nécessité de son rassemblement.



Pierre Meunier

Parachuté dans les Alpes dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942, Jean Moulin ne revint à Paris qu'à l'été : «Malgré cette longue séparation, je n'étais pas sans nouvelles de mon ami : le colonel Frédéric -Henri Manhès -, son premier adjoint, faisait très souvent la navette entre la Zone non-occupée et Paris, à chacun de ses voyages, Chambeiron et moi nous le rencontrions. Il était devenu l'adjoint de Jean Moulin pour la Zone non occupée et, en fait, son délégué pour la Zone occupée. (...) Moulin arriva à Paris en juillet, sûrement au début du mois. Avant, en tout cas, le 1^{er} août, date où lui fut présenté, à Lyon, celui qui allait devenir son fidèle secrétaire en Zone non-occupée puis en Zone occupée : Daniel Cordier».⁵

Les dix mois qui vont suivre - lors desquels Jean Moulin fera un second séjour à Londres, du 13 février au 20 mars 1943 - seront une phase intense dans ce rassemblement de la Résistance qui conduira à la tenue, le 27 mai 1943, de la réunion constitutive du Conseil National de la Résistance, 48 rue du Four à Paris.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CNR

Il aura fallu surmonter de nombreuses difficultés telles la méfiance de certains dirigeants de la Résistance à l'égard de Gaulle, des rivalités entre mouvements, l'hostilité de certains d'entre eux à la participation des partis politiques clandestins au processus d'unification, les différences de configuration des organisations de Résistance entre les zones Nord et Sud, des divergences quant à la lutte armée...

Pour autant, grâce à l'opiniâtreté de Jean Moulin, ces difficultés ayant été surmontées, la réunion constitutive du CNR fut préparée et convoquée : «C'est sur Chambeiron et sur moi que reposa

toute l'organisation matérielle de la réunion. Il fallait rassembler une vingtaine de personnes. Un secret partagé entre vingt personnes n'est pas facile à tenir... Chambeiron et moi, nous quittâmes la salle avant la fin, pour nous assurer que la voie était libre... [et] n'assistâmes donc pas à l'ensemble des débats qui furent rondement menés : nous étions obligés d'en assurer la protection à la sortie, en faisant le guet, dans la rue».⁶ Lors de la réunion, Pierre Meunier avait été nommé secrétaire général du CNR.

«Pendant la période clandestine, outre son président (Jean Moulin, puis Georges Bidault), le C.N.R. comptait 16 membres ; j'en exerçais le secrétariat général (au sens où, à côté d'un préfet et sous son autorité, il y a un secrétaire général) et j'eus Robert Chambeiron pour adjoint. Les deux secrétaires n'avaient naturellement pas voix délibérative et ne prenaient pas part au vote.»⁷

Pour autant, assurant les liaisons entre leurs membres, leur rôle sera important dans le fonctionnement du CNR ainsi que de son Bureau jusqu'à la Libération, préparant les réunions, trouvant les lieux pour les tenir et assurant leur sécurité. Le CNR, que Georges Bidault présidera après l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943 - suite à une trahison, dont Pierre Meunier fut toujours convaincu qu'elle fut l'œuvre de René Hardy - et sa mort le 8 juillet, suite aux tortures subies de la part de Barbie.

La libération intervenue, l'Assemblée Consultative Provisoire - venant d'Alger - s'installera à Paris et intégrera en son sein 150 Résistants de l'Intérieur ; dont le Président et les 16 membres du CNR, ainsi que le Secrétaire général du C.N.R. et son adjoint.

En 1945-46, Pierre Meunier va être chef de cabinet de Maurice Thorez, ministre d'Etat chargé de la fonction publique puis vice-président du Conseil ; à ce titre, il participe à l'élaboration du statut des fonctionnaires.

Conseiller général d'Arnay-le-Duc de 1945 à 1985, Pierre Meunier, après la rupture entre le Parti radical et son aile gauche conduite par Pierre Cot, participera à la fondation de l'Union progressiste, dont il sera l'un des animateurs. Elu député de la Côte-d'Or en novembre 1946, il sera réélu en 1951 et 1956 jusqu'à 1958, siégeant successivement au sein des groupes de l'Union Républicaine et Résistante (URR) et des Républicains progressistes. Il sera de 1971 à 1983 maire d'Arnay-le-Duc, où une école porte son nom.

Pierre Meunier rejoindra l'ANACR dès sa fondation et en sera 42 ans membre du Comité d'honneur national, de 1954 jusqu'à sa disparition le 16 avril 1996. Il était Grand Officier de la Légion d'Honneur.

³ Idem, pp. 57 à 59

⁴ Arrêté à Paris le 3 mars 1943 par les Brigades spéciales, de retour d'un voyage à Londres lors duquel il avait été nommé Délégué du Comité National Français pour la zone nord, il fut livré à la police allemande le 5 avril suivant, torturé pendant 10 mois sans pour autant parler. Condamné à mort, il est déporté à Buchenwald le 24 janvier 1944. Organisateur avec Marcel Paul du «Comité - clandestin - des intérêts français», il organise la «Brigade française d'action libératrice» qui participe à l'insurrection libératrice du camp le 11 avril 1945. Il fondera en octobre 1945 la FNDIRP qu'il présidera, il fut président de la Fédération internationale des Résistants (F.I.R.). Décédé en 1959, Henri Manhès était commandeur de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, médaillé de la Résistance, C.V.R.

⁵ Pierre Meunier, op. cit., pp. 71-72, 75.

⁶ Idem, pp. 105 et 106.

⁷ Idem, note p. 106.

FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR LA LIBERATION ET L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE



Jacques Debu-Bridel



François Mauriac



Pierre Villon



Frédéric Joliot-Curie



Georges Bidault



Madeleine Braun

Dans ses Mémoires,¹ celui qui, durant toute la clandestinité de l'Occupation nazie a dirigé le Parti Communiste, Jacques Duclos, écrit : « C'est dans les conditions de ce développement de la volonté de lutte des masses contre les occupants que notre Parti lança l'idée du rassemblement des forces patriotiques et publia le 15 mai 1941 un appel à la formation d'un "Front national de lutte pour l'indépendance de la France". Il s'agissait de prendre les contacts pour aboutir à la formation du "Front national". Des hommes comme Pierre Villon, Jean Jérôme et André Mercier jouèrent dans ce domaine un rôle des plus importants. »

Ces conditions qu'évoque Jacques Duclos, c'est le développement à l'automne 1940 des premiers réseaux de résistance, des premières actions de résistance à l'occupant ou (et) au régime pétainiste, dont – suite à l'arrestation du physicien Paul Langevin – la manifestation du 11 novembre à l'Etoile des étudiants et lycéens – dans la préparation de laquelle se trouvèrent associés les étudiants communistes et les premiers étudiants gaullistes du groupe « Maintenir » – est emblématique ; pour une part succédant des syndicats interdits, les « Comités populaires » se sont multipliés. Et puis il y a eu le succès d'initiatives de rapprochement entre communistes et non-communistes entreprises dans le cadre d'une action résistante dans les milieux intellectuels par Georges Politzer, et qui ont conduit à la publication en octobre 1940 de *l'Université libre* puis, en février 1941, à celle de *la Pensée libre*.

L'Appel à la constitution du « Front National de Lutte pour la liberté et l'Indépendance de la France » est daté du 15 mai 1941, mais les historiens s'accordent pour le situer quelques jours plus tard ; *L'Humanité* clandestine qui l'annonce, datée du 20 mai, en précise l'objectif et les contours : « Dans ce Front National de l'indépendance, il y a place pour tous les Français, sauf pour les capitulards et les traîtres au service de l'envahisseur (...). Pour que la France soit la France ne devienne pas une colonie nazie, l'unité de la Nation doit se faire ».

L'attaque nazie contre l'URSS un mois plus tard, en levant nombre de préventions liées au Pacte germano-soviétique, va créer des conditions favorables à ce rassemblement des forces qui s'engagent dans la Résistance ; c'est dans ce contexte qu'est publié en juillet 1941 le Manifeste du Front National qu'appuient des personnalités de diverses sensibilités.

La fin de l'année 1941 et le début 1942 vont être une phase pendant laquelle se mettent en place de manière autonome des Comités du Front National dans divers milieux socioprofessionnels parallèlement à ceux qui se structurent sur un plan local ou régional, sans que l'on puisse encore parler d'un véritable mouvement.

Sa construction sera, de la fin 1942 au début 1943, une seconde phase du Front National, avec la généralisation de la mise en place – ce qui sera son originalité par rapport aux autres mouvements de Résistance – d'une double structure :

un maillage qui, dans le même esprit de large rassemblement ayant présidé à sa formation, se densifiera de comités locaux de localités mais aussi d'usines, d'administrations, d'établissements scolaires, en même temps que la transformation des Comités du Front National tels ceux des médecins, des juristes ou des enseignants et universitaires en véritables structures, dotées de comités directeurs pluralistes.

Cette mutation en un mouvement cohérent et structuré est aussi liée aux processus de rassemblement des forces de la Résistance, tant en zone Nord que Sud, bien que l'invasion de cette dernière par la Wehrmacht le 11 novembre 1942 ait relativisé les conditions différentes de l'action de Résistance existant entre les deux. Processus de rassemblement que Jean Moulin conduira à son terme par la constitution du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943. Pierre Villon y représente le Front National, dont il est le secrétaire général, seul mouvement réellement présent dans les deux zones.

Et sans nul doute le plus représentatif de la Résistance : Présidé par le grand physicien Frédéric Joliot-Curie, il a su rassembler en son sein et à son comité directeur, constitué en octobre 1942, des personnalités les plus diverses tels le révérend-père Philippe, le général Dassault, l'écrivain catholique François Mauriac, l'ancien ministre radical Justin Godard, qui présidera le Front national en Zone sud, Madeleine Braun, Louis Marin, Yves Farge, Mgr Chevrot, Louis Martin-Chauffier, Jacques Bounin, Max André, Jacques Debu-Bridel ou Georges Bidault, futur président du CNR, et bien d'autres.

LES FRANCS-TIREURS ET PARTISANS FRANÇAIS (FTP)

C'est la décision du Parti Communiste fusionner début 1942 dans une seule structure militaire son « Organisation Spéciale », que dirige Jules Dumont et qui fut mise sur pied dès octobre 1940 pour organiser la collecte des armes abandonnées lors de la débâcle de mai-juin 1940, ainsi que la protection des prises de parole et manifestations, et qui depuis l'été 1941 est entrée dans la lutte armée contre l'occupant, les Groupes armés de la Jeunesse communiste (parfois appelés « Bataillons de la Jeunesse », dirigés par Albert Ouzoulias, et les Groupes armés de la M.O.I., que dirige Conrado Miret-Must, qui donne naissance aux FTPF.

Avec Charles Tillon pour commandant en chef, ils sont placés à l'été 1942 sous l'autorité du « Front National », en en étant présentés comme le « bras armé », et recrutant bien au-delà des militants communistes initiaux ; notamment quand le refus du STO pousse de nombreux jeunes à rejoindre les maquis. A l'été 1944, leur effectif est estimé à 25000 combattants ; à cette date, les FTPF, avec leur branche des FTP-MOI, qu'illustrera Manouchian, sont depuis fin décembre 1943 intégrés au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI).

Leur Journal est « France d'Abord » – aujourd'hui le Journal de la Résistance, qui leur consacra, en même temps qu'à l'autre grande structure de lutte armée de la Résistance, l'Armée Secrète (A.S.), un article spécifique dans un prochain numéro.

¹ 7 volumes publiés aux éditions Fayard de 1968 à 1973.

FRONT NATIONAL DES INTELLECTUELS FRONT NATIONAL DES ECRIVAINS

Proche de Georges Politzer, Jacques Decour dès la formation du Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France début 1941 va être chargé avec lui de l'organisation d'un **FRONT NATIONAL DES ECRIVAINS (FNE)** s'insérant dans le **FRONT NATIONAL DES INTELLECTUELS**, en formation à partir des contacts pris dès l'automne 1940 et qui se structure en six ensembles - enseignants, médecins, écrivains-artistes, techniciens, étudiants et juristes - qui donneront naissance aux divers Fronts Nationaux, abordés par ailleurs dans ce dossier, le Front National des Intellectuels, dont la revue la *Pensée libre* aurait dû être l'organe, présidé fin 1943 par le Professeur Robert Debré, sera une appellation et une structure globalisantes.

La publication en septembre 1942 du 1^{er} n° des *Lettres Françaises* va à la fois concrétiser l'existence du «Front National des Ecrivains», en même temps qu'amorcer une évolution dans les deux zones vers un **COMITÉ NATIONAL DES ECRIVAINS (CNE)**, plus autonome par rapport au Front National et plus large que le FNE. Parmi les plus grands de la littérature, de Jean Paulhan à Vercors, d'Aragon à Sartre, d'Eluard à Camus, de Jean Lescure à Raymond Queneau en seront membres. Le *Journal de la Résistance* lui consacra un article spécifique.

«LES LETTRES FRANÇAISES» ET «LES ÉTOILES»

Deux journaux clandestins ont eu un rôle essentiel dans la mobilisation des intellectuels dans les rangs de la Résistance et dans la lutte d'idées contre les idéologies obscurantistes, de renoncement et - pire - de collaboration sous-tendant la politique pétainiste, en premier lieu dans les domaines de l'enseignement, de l'université, de la pensée, des arts et des lettres.

Ce furent en Zone nord *Les Lettres Françaises* et en Zone sud «*Les Étoiles*». Leur naissance en septembre 1942 pour *Les Lettres Françaises*, en février 1943 pour *Les Étoiles*, s'inscrivait dans la continuité de *L'Université libre*, créée dès octobre 1940 par Jacques Decour, Georges Politzer et Jacques Solomon, créateurs de la *Pensée Libre*, dont deux numéros seront publiés, en février 1941 et février 1942.

Après la création en mai 1941 du «Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France», se met en place en son sein un «Comité National des Ecrivains», dont l'organe devra être **LES LETTRES FRANÇAISES**, que Jacques Decour, professeur au Lycée Rollin et rédacteur avant guerre de la revue littéraire *Commune*, est chargé de diriger. En juillet 1941 a lieu à Paris, en présence de Georges Dudach assurant la liaison avec la direction clandestine du Parti communiste, une réunion entre Jacques Decour et Louis Aragon, qui conseille alors d'associer Jean Paulhan à la nouvelle publication. Jacques Decour entame le recueil des textes pour un premier numéro... qui ne paraîtra pas : Decour est arrêté, ainsi que Politzer et Solomon ; il est fusillé par les nazis le 30 mai 1942.

Journaliste et écrivain communiste, Claude Morgan reconstitue une équipe autour de Jean Paulhan, d'Edith Thomas, de Jean Guéhennio, Charles Vildrac et Jean Vaudal. Le numéro 1 paraît en septembre 1942, avec la publication du manifeste du «Front National des Ecrivains», un Adieu à Jacques Decour et un appel à célébrer le 150^e anniversaire de Valmy. Ronéotypées puis imprimées à Paris, *Les Lettres Françaises* publieront 19 numéros jusqu'en août 1944, avec un tirage s'élevant à 12 000 exemplaires, en 1944.

En Zone sud, à l'initiative d'Aragon et d'Elsa Triolet, repliés dans la Drôme, paraît le 1^{er} février 1943 le n° 1 du journal clandestin **LES ÉTOILES**. Aux côtés d'Aragon, deux intellectuels catholiques : l'universitaire Auguste Anglès et Stanislas Fumet, cofondateur de *Témoignage chrétien*, Henri Malherbe, Prix Goncourt 1917 et ancien vice-président des très nationalistes Croix-de-feu, l'écrivain Jean Prévost, qui forment avec Aragon les cinq branches de la première...étoile. A ces fondateurs se joindront d'autres intellectuels tel Georges Sadoul.

Les Étoiles reprendront des articles des *Lettres Françaises* et d'autres journaux clandestins : ainsi le n°5 des *Étoiles* cite le n° du 18 mars 1943 de *France d'Abord*, organe des FTP, elles publient le manifeste du «Comité National des Ecrivains», le catalogue clandestin des Editions de Minuit (fondées en 1941 par Jean Bruller - alias Vercors - et Pierre de Lescure) et de la Bibliothèque française (fondée par Aragon en Zone sud)...

Au total, 17 numéros des *Étoiles* paraîtront jusque fin mars 1944, grâce à l'efficacité technique de Georges Ternet.

LE FRONT NATIONAL DES ARTS

Ce sont les artistes qui fréquentent en 1941 l'atelier parisien du peintre André Fougeron, transformé en centre d'édition de journaux clandestins - dont Fougeron dessine les titres - qui seront à l'origine de la formation en 1942 du «Front national des Arts», dont les peintres Edouard Pignon et Edouard Goerg formeront avec Fougeron la direction clandestine. Il publie *l'Art Français*, «organe des Comités de peintres sculpteurs, graveurs du Front National de lutte pour l'Indépendance de la France».

LE FRONT NATIONAL DES MUSICIENS

Il revient au compositeur Elsa Barraine, qui avait adhéré au Parti communiste en réaction aux Accords de Munich d'avoir pris les premiers contacts à l'automne 1940 avec Roger Désormière, chef d'orchestre à l'Opéra-Comique, et Louis Durey, tous deux anciens de la Fédération musicale populaire, née lors du Front populaire, qui vont donner naissance en septembre 1941 au **COMITÉ DU FRONT NATIONAL DES MUSICIENS**. A partir de novembre 1941 commence à paraître «*Musiciens d'aujourd'hui*», dont 8 n°s paraîtront jusqu'en 1944, les derniers étant insérés à partir de mars 1944 dans les *Lettres Françaises*.

Au printemps 1943, dans le cadre de la structuration des Comités du Front National en un véritable mouvement, le «Comité... des musiciens» se transforme en **FRONT NATIONAL DES MUSICIENS**, appelé aussi **FRONT NATIONAL DE LA MUSIQUE** et à la tête duquel Louis Durey succède à Elsa Barraine. Il compte alors ses rangs Georges Auric, Francis Poulenc, Arthur Honegger... Mentionnons aussi le **FRONT NATIONAL DE L'OPÉRA**, qui compte en août 1944 une centaine de membres, dont 26 FTP, et qui anime le «Comité de Libération des Théâtres Lyriques Nationaux», créé en début d'année.

LE FRONT NATIONAL DU THEATRE

Le Front national du Théâtre, structuré en 1943 et animé par les acteurs Julien Bertheau et Marie Bell, l'auteur André Obey, ouvert à tous les métiers du théâtre, comptera à l'approche de la Libération près de 200 membres. Il publiera le journal *la Scène Française*, dont le 1^{er} numéro paru, en novembre 1943 et qui, à partir d'avril 1944, devient un supplément des *Lettres françaises*.

Dénonçant la censure et la politique culturelle de l'Occupant et du régime pétainiste, le FN du théâtre s'attachera aussi à protéger les artistes et techniciens Juifs.

LE FRONT NATIONAL DU CINEMA

«Organe des comités du Cinéma du Front National de Lutte pour la Libération...», le journal clandestin *l'Ecran Français* publie son n° 1 en décembre 1943, il marque l'existence publique du Front National du cinéma, dont les animateurs sont notamment le cinéaste Louis Daquin et l'acteur Pierre Blanchard ; à partir d'avril 1944, *l'Ecran français* est inséré dans la pagination des *Lettres françaises*.

Le Comité de libération du cinéma français, dont le Front National du Cinéma est partie prenante et qui a participé à l'insurrection, s'installant dans les locaux de l'officiel Comité d'organisation de l'industrie cinématographique (C.I.O.C.), 92 avenue des Champs-Élysées et réalisant le «*Film de la Libération de Paris*» film - est officialisé par Jean Painlevé le 2 octobre 1944.

UNE ABONDANTE PRESSE CLANDESTINE

Le Front National de lutte pour l'indépendance de la France, outre les journaux et revues de ses sections socioprofessionnelles dont il est parlé par ailleurs, a édité sur le plan local, départemental et régional une multitude de journaux, dont par exemple le quotidien régional *la Marseillaise* reste aujourd'hui le témoin puisqu'il prit la suite à la Libération de la France. Région provençale, dont le 1^{er} numéro paraît en décembre 1943. *La Marseillaise* est un titre que l'on retrouve dans plusieurs régions, comme en Seine-et-Marne, par exemple. Il en va de même pour «*Le Patriote*» (dans L'Eure, le Pas-de-Calais, l'Eure-et-Loir, Paris-sud, Avesnois, Haute-Marne, etc.)

Citons les *Allobroges*, organe du Comité de l'Isère du FN, dont le n°1 paraît à Grenoble en mars 1942, la *Franche-Comté libre*, le *Nord libre*, *Debout la France* (Vaucluse), *Valmy* (Comité limousin du FN), *La France Combattante des Côtes-du-Nord*, *Le Réveil* (Gard-Lozère)...

LE FRONT NATIONAL ETUDIANT

La date de création du «Front National Etudiant» (FNE) se situe autour du 14 juillet 1941 : *L'Étudiant patriote*, qui en devient l'organe, la situe à la veille du 14 juillet 1941, la *Vie du Parti*, revue organisationnelle du Parti Communiste clandestin, dans son numéro du 4^{ème} trimestre 1941, «au lendemain du 14 juillet». Selon Léon Lavallée, alors membre avec Francis Cohen et François Lescure de la direction clandestine de l'Union des Étudiants et Lycéens Communistes de France (UCLCF), la réunion constitutive - qu'il place bien improbablement vers mai 1941 - aurait rassemblé une vingtaine de délégués dans le Bois de Saint-Cloud. L'objectif est clair : le FNE ambitionne de rassembler étudiants Gaullistes, Catholiques, Protestants et Communistes ; sa principale composante étant l'UCLCF. Le FNE est aussi organisé en Zone Sud, où il sera dirigé jusqu'à la fin 1943 par Rey («Piron»), puis de fin 1943 jusqu'à la Libération par Guy Besse («César»).

La réalité de la politique de collaboration, les persécutions antisémites, les menaces de création d'une organisation unique de jeunesse pétainiste, le STO perçu comme une déportation de jeunes, avec de plus des conséquences directes sur les études et l'avenir professionnel des étudiants amènent nombre de dirigeants des mouvements chrétiens d'étudiants à entrer en Résistance, y compris de plus en plus avec l'aval des directions de ces mouvements.

C'est le cas des Étudiants protestants, autour de Georges Casalis et dans le mouvement des «Étudiants Protestants Patriotes», c'est aussi celui des Jécistes, que l'on retrouve nombreux dans le mouvement créé autour des clandestins *Cahiers du Témoignage Chrétien*. Fin 1943 naissent, à l'initiative de responsables et militants Jécistes - tel Gilbert Dru - les «Jeunes Chrétiens Combattants».

En octobre 1943, rapportera Ginette Cros, qui fut dans la clandestinité sa secrétaire générale (en même temps que membre du «triangle» de direction clandestine des Jeunesses Communistes), les étudiants de divers mouvements de Résistance, Claude Wiener, au nom des «Étudiants Catholiques Combattants», et François d'Humières, au nom de ceux l'«Organisation Civile et Militaire-Jeunes» (OCM-J), répondent à l'appel du FNE pour constituer l'**UNION DES ÉTUDIANTS PATRIOTES (UEP)** ; parallèlement naît, structure spécifique aux étudiantes résistantes, l'Union Féminine Universitaire (UFU).

L'UEP rassemblera donc les Étudiants de l'OCM, les «Étudiants Catholiques Combattants», les «Étudiants Protestants Patriotes», l'UFU, le FNE, les «Étudiants de Défense de la France», les «Étudiants Communistes» et les «Étudiants des Mouvements Unifiés de Résistance (MUR)».

Dès la fin 1943, l'UEP commence à organiser des «Comités d'auto-défense étudiants» que, dans son numéro du 15 janvier 1944, *L'Étudiant patriote* qualifie de «véritable milice universitaire». Mentionnons aussi le «Comité d'Action contre la Déportation» (CAD étudiant) qui lutte notamment contre l'application du STO en détruisant ou subtilisant des fichiers universitaires. Nombre d'étudiants participeront à la lutte armée et à des actions directes contre l'occupant et les forces de Vichy.

Mentionnons aussi, comme branche du Front National Etudiant puis de l'U.E.P., l'existence d'un **FRONT NATIONAL DES LYCÉENS** puis d'une **UNION DES LYCÉENS PATRIOTES**, publiant le *Lycéen patriote*.

LE FRONT PATRIOTIQUE DE LA JEUNESSE

En janvier 1942 paraît le n°1 d'un nouveau journal clandestin, «*Le Jeune patriote*», édité par le **COMITÉ DE LA JEUNESSE DU FRONT NATIONAL POUR L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE**, dont l'existence a été mentionnée à l'automne 1941 dans la presse communiste clandestine sous le nom de **FRONT NATIONAL DE LA JEUNESSE**.

Cette appellation ne va pas perdurer : la «Fédération des Jeunesses communistes», qui en est l'armature et maintiendra une activité et une expression autonomes jusqu'à la Libération, va prendre l'initiative d'un élargissement avec la formation du **FRONT PATRIOTIQUE DE LA JEUNESSE (FPJ)**, dont le *Le Jeune patriote* reste l'organe ; le FPJ a publié aussi des titres professionnels ou régionaux, tels le *Jeune Postier Patriote*, la *Marseillaise* ou l'*Esprit du Jeune Patriote Normand*.

En octobre 1943, le FPJ va s'unir notamment aux Jeunes Chrétiens Combattants, aux Jeunes Protestants Patriotes, à la Fédération des Jeunesses Communistes, à l'Union de la Jeunesse Juive, à l'UEP, à l'Union des Jeunes Filles de France, aux Jeunes Paysans Patriotes, aux Jeunes laïcs combattants, aux Jeunes de l'OCM et aux jeunes du MLN au sein des **FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE (FUJP)**, avec *Le Jeune combattant* pour organe.

LE FRONT NATIONAL UNIVERSITAIRE

Les prémices de la Résistance à l'Occupation et à la mise en place des premières mesures de la politique universitaire du gouvernement pétainiste vont se manifester dès la rentrée universitaire de l'automne 1940, et se développeront au lendemain de la manifestation des Étudiants et lycéens le 11 novembre 1940 à l'Étoile à Paris, protestant contre l'arrestation le 30 octobre du Professeur Langevin, physicien de renommée mondiale.

À l'initiative de trois intellectuels communistes, le philosophe Georges Politzer, l'agréé d'allemand Jacques Decour (Daniel Decourdemanche) et le chercheur Jacques Solomon, gendre de Paul Langevin, paraît au début novembre 1940 le 1^{er} numéro (daté de septembre-octobre) clandestin de l'*Université Libre*, dont 104 numéros seront publiés durant toute l'Occupation jusqu'en août 1944. Ses trois initiateurs, arrêtés, seront fusillés au premier semestre 1942 ;

Auparavant, concomitamment à l'appel constitutif du Front National de lutte pour l'indépendance de la France en mai 1941, ils auront été, avec Pierre Halbwachs, Francis Cohen, Marie-Elisa Cohen-Nordmann, René Zazzo, Marcel Prenant, Henri Wallon..., à l'initiative de la création du Front National Universitaire (F.N.U.). Lequel va se structurer peu à peu dans toutes les Universités, et se développer notamment en 1943, dans la lutte contre les conséquences du STO, nouant des liens avec la Résistance gaulliste, ainsi que dans la préparation de l'insurrection nationale, préparant (Henri Wallon) des plans de réforme de l'enseignement. Lors de son 1^{er} congrès, tenu en mai 1945 dans la France libérée, Edmond Lablénie, alors son principal dirigeant, annoncera 25 000 adhérents au F.N.U., qui prendra par la suite le nom d'Union Française Universitaire (U.F.U.).

Au cours de l'été 1944, Edmond Lablénie, aura mis sur pied un **FRONT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE** qui, à partir d'une soixantaine d'enseignants du secondaire regroupés au F.N.U. en 1943, comptera à sa formation un millier d'adhérents.

C'est en juin 1941 qu'était paru le 1^{er} n° de l'*Ecole laïque*, dont la rédaction et la diffusion auront été le support de la mise en place du **FRONT NATIONAL DES INSTITUTEURS**, aussi connu comme **FRONT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**. Ce F.N. des instituteurs, dont l'implantation sera limitée, s'effacera - l'*Ecole laïque* continuant toutefois à être publiée jusqu'à la Libération - devant le Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.), reconstitué clandestinement fin février 1943 ; reconstitution dans laquelle Fernand Leriche aura joué un rôle important.

FRONT NATIONAL DE LA MEDECINE

C'est en mars 1941 - donc avant que soit lancé en mai l'appel constitutif du Front national de lutte... - que parut le 1^{er} n° du *Médecin Français*, de fait l'une des initiatives en préparant la formation ainsi que celle, qui en découlera, du Front National de la Médecine ou (**FRONT NATIONAL DES MÉDECINS**).

Le Comité du Front National des Médecins va être formé autour de Raymond Leibovici, d'Hector Descomps, de Jean-Claude Bauer et de Lucien Bonnafé. Le FN des médecins entrera en contact avec des praticiens réputés, tels Robert Debré qui, le rejoignant, en accepte en décembre 1943 la présidence (Leibovici gardant celle des médecins FTP). Sont actifs aussi en son sein des médecins tels Pierre Rouquès, Victor Katz (Lafitte), Jean Garipuy (Zone sud) ;

La dénonciation de l'exclusion et la déportation des médecins juifs, la répression qui s'abat sur les médecins, la nécessité de venir en aide sur le plan médical aux résistants blessés, et aux maquis qui se développent en 1943 ; ce qui a conduit à la mise en place en zone sud du «Service de Santé de la Résistance» (SSR), ou diverses structures résistantes se sont unies en un «Comité National Médical» (CNM), vont amener, sous l'impulsion de la démarche d'unité du CNR, au rapprochement des différents courants de la Résistance médicale, ce qui donne naissance en octobre 1943 au **COMITÉ MÉDICAL DE LA RÉSISTANCE (CMR)**, les différentes structures gardant toutefois leur spécificité propre et des relations parfois compliquées.

Le CMR sera présidé par le Pr Pasteur-Valéry-Radot, (issu de l'O.C.M.), avec Robert Debré comme vice-président et Paul Milliez comme secrétaire général. Quant au Front National des Médecins, son comité directeur au moment de la Libération comprend Robert Debré, qui le préside, avec Raymond Leibovici, comme Secrétaire général, les professeurs Champy et Tiffeneau, le médecin général Péloquin, le chirurgien Paul Funck-Brentano, les docteurs Gaye, Descomps, Rouquès (ancien des Brigades internationales) ainsi qu'une femme médecin des hôpitaux, Jenny Weiss-Roudinesco.

FRONT NATIONAL DES COMBATTANTS COMITE NATIONAL DES PRISONNIERS DE GUERRE

Au moment où se déclenche la seconde Guerre mondiale, près de 5 500 000 combattants de la première sont toujours vivants. Spéculant sur le prestige auprès de nombre d'entre eux du - alors - Maréchal Pétain, présenté comme «le vainqueur de Verdun» et qui prend la tête de «l'Etat Français», qu'un coup de force constitutionnel a installé à Vichy le 10 juillet 1940 après la défaite consacrée par l'armistice franco-allemand du 22 juin précédent, le nouveau régime va tenter de faire de cette masse d'Anciens combattants un point d'appui.

Ainsi, dès le 30 août 1940, est créée la «Légion française des Combattants», présidée par Pétain lui-même et qui va obtenir un statut quasi-officiel ; son Service d'Ordre Légionnaire (S.O.L.), sera la matrice de la Milice française, créée en janvier 1943. L'occupant n'autorisera pas le développement de la Légion en zone nord, où ne sont acceptées que les Associations d'anciens combattants ne comportant pas ceux de 1939-1940.

Pour combattre dans ce milieu des Anciens Combattants l'idéologie pétainiste, le Front National va susciter la mise en place dans la clandestinité du **FRONT NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS DES 2 GUERRES**, avec pour journal «L'Unité Combattante».

Il y a aussi à l'été 1940 près de 2 millions de prisonniers de guerre, qui vont prendre le chemin des stalags et des oflags en Allemagne, pour près de... 5 ans. Ils vont être aussi objet de l'attention du régime pétainiste, qui s'en sert pour justifier sa politique de collaboration, mettant en scène le retour de certains d'entre eux dans le cadre de «la Relève», consistant à les remplacer par un nombre double de travailleurs volontaires en Allemagne. L'administration pétainiste va aussi mettre en place diverses structures à leur intention, tel un Commissariat Général aux Prisonniers, une Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, une Association de femmes de P.G., le «Mouvement Prisonniers» (fondé en août 1943), des «Maisons du Prisonnier» en France, des «Cercles Pétain» dans les camps en Allemagne.

En septembre 1943 se met en place, en liaison avec le Front National, le **COMITE NATIONAL DES PRISONNIERS DE GUERRE** (CNPG), qui s'appuie sur l'expérience de structures de résistance mises en place en Allemagne même dans les camps de prisonniers, organisant la lutte contre les Comités Pétain, s'opposant à la Relève et à la «transformation» de prisonniers en travailleurs volontaires, fabriquant de faux papiers pour les évasions, et sur, en France, la démarche de regroupement de prisonniers libérés potentiellement utiles pour les FTP et les maquis, l'organisation des manifestations de femmes devant les Maisons du Prisonnier.

Dirigé par Robert Paumier, Pierre Bugeaud, Jean Tichit, Georges Thévenin et Gergette Sansoy (responsable de femmes de P.G.), le CNPG va mettre en place un service de faux papiers pour P.G. évadés, un autre d'envoi de colis aux PG en Allemagne avec des tracts dissimulés dans leurs parois, etc. Et publier les journaux «la Voix des stalags», «l'Ex-KG», «Le Pont», «Revoir Paris», «Bonjour Paris»...

Le 12 mars 1944, le CNPG s'unifiera, lors d'une réunion tenue en présence d'Antoine Avinin (membre du CNR), avec le «Mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre et Déportés», d'obédience gaulliste et dirigé par Philippe Dechartre, Michel Cailliau et Pierre Le Moign, et avec le «Rassemblement national des prisonniers de Guerre» (R.N.P.G.), né au sein des administrations pétainistes s'occupant des P.G. et dirigé par François Mitterrand, Maurice Pinot, Jacques Benet et Patrice Pelat, au sein du «Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés» (MNPGD).

FRONT NATIONAL DES...

Avec des fortunes diverses selon les milieux socioprofessionnels, vont être initiées les créations d'autres structures du Front National ou qui lui sont liées. Ainsi en est-il du **COMITE NATIONAL DES JOURNALISTES**, créé fin 1942 à Lyon, avec Georges Sadoul et Louis Martin-Chauffier, du **FRONT NATIONAL DES ARCHITECTES**, organisé début 1944 par André Lurçat, du **FRONT NATIONAL DES PAYSANS**, du **FRONT NATIONAL DES COMMERÇANTS**, de l'**UNION DES TECHNICIENS**...

FRONT NATIONAL DE LA POLICE

Un an après de premières tentatives d'organisation de policiers sympathisants de la Résistance, c'est en mai 1943 que sont mis en place en Région parisienne les «Comités de la France Combattante des Administrations publiques et de la Police de la région parisienne» - plus curieusement appelés «la France Combattante» - par un militant communiste, Denis Morin ; comités qui, pour ce qui concerne la police, entament la publication du journal «Les Policiers de la France Combattante». Mais, c'est à un cheminot communiste, Arthur Airaud, que, sous la responsabilité d'Alfred Michaud, est confiée plus spécifiquement, après y avoir développé un groupe de la «France Combattante», la tâche d'organiser au sein de la Police parisienne, un «Front National de la Police» (F.N.-Police), qui va devenir, après «Honneur de la Police», le deuxième en importance des mouvements de Résistance au sein de la Police ; la troisième étant «Police et Patrie».

Arthur Airaud sera arrêté en même temps que plusieurs autres membres du FN-Police le 13 février 1944, torturé, hospitalisé à l'Hôtel-Dieu ; remplacé à la tête du FN-Police par Serge Lefranc, il sera libéré le 3 juillet 1944 par une opération menée par son adjoint Roger Herlaut.

Le FN-Police, outre la diffusion des mots d'ordre de la Résistance parmi les policiers, les appelant à ne pas participer à la répression des patriotes, va s'attacher à recueillir des renseignements sur les actions préparées par la Police contre les Résistants, chercher à s'infiltrer au sein ou dans l'entourage des Brigades spéciales, et se préparer pour la libération. Membre du «Comité de libération de la police parisienne» avec les deux autres mouvements, il sera fer de lance du soulèvement de la Police parisienne et de l'occupation de la Préfecture de police lors de l'insurrection de Paris en août 1944. Airaud sera un temps à la Libération Inspecteur général des services avec rang de préfet.

Approchés dès 1942 par Roger Herlaut dans le cadre de la «France combattante», des gendarmes, tels le lieutenant-colonel - et général FFI - Jacques Capdevielle, qui sera en août 1944 placé à la tête de la gendarmerie de la Région parisienne, vont participer au printemps 1944 à la mise en place du **FRONT NATIONAL DE LA GENDARMERIE**. Victime après la Libération d'un ostracisme de la hiérarchie, le FN de la gendarmerie se transformera en août 1946 en «Union des Personnels de la Gendarmerie et de la Garde Mobile».

FRONT NATIONAL DES JURISTES

Interviewé par Sud-Ouest le 12 janvier 1998, lors du procès Papon, Me Joël Nordmann, à la question «que faisiez-vous pendant la guerre ?», répondit : «J'aimais le Front National des Juristes, que j'avais créé en avril 1941».

La Résistance dans les milieux judiciaires va découler de choix politiques d'avant guerre, mais aussi de réaction à la répression qui s'abat sur les avocats antifascistes (arrêtés en juin 1941, les avocats communistes Georges Pitard, Antoine Hajje et Michel Rolnikas sont fusillés en septembre, Léon-Maurice Nordmann le sera en février 1942), l'exclusion professionnelle des avocats et magistrats juifs, la création des sections spéciales, l'abandon du principe de la non-réactivité des lois, la mobilisation des juges au service de la politique de répression.

Si l'idée du Front National des Juristes (FNJ) - parfois appelé Front National Judiciaire - date de 1941, sa concrétisation organisationnelle attendra la fin 1942 ; le premier texte du FNJ - datant d'octobre - est intitulé «le Front National des Juristes est constitué». En mai 1943 paraît ronéotypé le 1^{er} numéro du *Palais Libre*, organe du FNJ. Fin 1943, la présidence du FNJ est assurée par Pierre de Chauveron, d'une famille d'avocats, ancien collaborateur de Raymond Poincaré ; avec à ses côtés comme animateurs du FNJ outre Joël Nordmann, Marcel Willard, Jules Borker, Pierre Kaldor... Il est parfois mentionné l'existence d'un **COMITE NATIONAL DES AVOCATS**, qu'atteste un tract signé de lui.

En octobre 1943 est mis en place en zone sud, sous la direction de Paul Wieney, un **COMITE NATIONAL DES JURISTES-ZONE SUD (CNJ-ZS)** qui, autonome par rapport au FNJ de zone nord, regroupe dès fin 1943 près de 200 membres et publie une édition spécifique du *Palais libre*.

Fin 1943, le FNJ et le CNJ-ZS vont s'intégrer avec d'autres composantes de la Résistance judiciaire (OCM, Libé-Nord) au sein d'un «Comité National Judiciaire» présidé par le bâtonnier Charpentier et le Procureur général Mornet, Joël Nordmann représentant le FNJ à sa direction.

Fin août 1944, devenu Secrétaire général à la Justice dans Paris libéré, Marcel Willard prendra Joël Nordmann pour chef de cabinet.

LA RESISTANCE NORVEGIENNE

L'AGRESSION NAZIE

Le 9 avril 1940, prolongeant celle du Danemark, les Allemands déclenchent l'«Opération Weserübung», c'est-à-dire l'invasion de la Norvège, pays d'alors moins de 4 millions d'habitants, suite au refus de son gouvernement d'accepter la prise de contrôle de certains des ports du pays par la Kriegsmarine et la Wehrmacht. Son but étant de s'assurer la maîtrise du littoral de la Mer du Nord jusqu'au cap Nord, en même temps que de contrôler le terminal d'exportation du fer suédois.

Vidkun Quisling, qui avait fondé en 1933 la «*Nasjonal Samling*» (N.S., «Union Nationale»), d'un caractère fasciste prononcé, avec la croix de Saint-Olaf comme emblème, la référence à la primauté nordique, l'antiparlementarisme et l'antimarxisme virulents, le culte du chef, le «Fører» (Guide) – profitant du départ du Roi Haakon VII et du gouvernement d'Oslo pour organiser dans l'arrière-pays la résistance à l'invasion – fit occuper plusieurs ministères par ses partisans. Il annonça la formation d'un gouvernement, en tentant de le faire ratifier par le Roi : l'opération échoua de par le refus royal et celui de l'administration norvégienne de reconnaître Quisling et de coopérer avec lui. Le 15 avril, lâché par ses protecteurs allemands du fait de son manque d'audience, et de leur recherche d'un accord «à la danoise» avec le Roi, le «gouvernement» Quisling «démissionnera».

Le 24 avril, Hitler nomma Josef Terboven *Reichskommissar* de la Norvège, où stationneront plus de 300 000 soldats allemands durant toute la guerre. La lutte contre envahisseur étant inégale et malgré l'expédition franco-britannique de Narvik (du 10 avril au 7 juin), qui coupa court après un succès initial, le Roi, le Premier ministre Johan Nyggardsvold et le gouvernement légal durent se résoudre à quitter le pays, et arrivèrent à Londres le 19 juin pour y poursuivre la lutte en animant un gouvernement en exil, dont les troupes et la marine (un millier de navires), combattant aux côtés des Alliés, seront les «Forces Norvégiennes Libres».

L'échec des tentatives d'arriver à un accord avec le Roi Haakon VII puis de le faire destituer par les députés norvégiens ne l'ayant pas suivi en exil, et la non-coopération de la grande majorité du personnel politique, vont amener Hitler à remettre en selle Quisling. Le 25 septembre 1940 est mis en place à Oslo un Conseil d'Etat comprenant 13 conseillers, dont 9 membres de la «*Nasjonal Samling*», qui commence à construire l'«Etat national-socialiste norvégien». Jusqu'à la capitulation

allemande du 8 mai 1945, Quisling – devenu officiellement président du Conseil en janvier 1942 – et la «*Nasjonal Samling*» seront les auxiliaires fidèles des forces d'occupation. La «*Hird*», la milice de la N.S., participera à la répression contre la Résistance norvégienne et les Juifs. Et, à partir d'avril 1941, Quisling s'engage dans le recrutement de volontaires pour la Wehrmacht nazie : le 29 juin 1941 est ainsi instituée la «*Norske Legion*», portant la croix de Saint-Olaf et qui ira combattre sur le front de Leningrad avant d'être fondue dans la division SS «*Nordland*» ; au total 8 000 Norvégiens serviront dans les rangs allemands.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

L'humiliation ressentie par la population d'un pays occupé, les mesures liberticides et la répression menée par les forces nazies et leurs collaborateurs vont susciter la résistance des Norvégiens.

Le gouvernement norvégien en exil, forma en Angleterre des unités norvégiennes – qui participeront le moment venu au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie – et sa marine participera aux côtés des Britanniques à des opérations de commando sur les côtes norvégiennes, telles celles menées en mars et décembre 1941 dans les îles Lofoten. Des bateaux de pêche norvégiens – appelés du fait de leur régularité et de leurs fréquences les «*Shetland bus*» – débarqueront, depuis cet archipel britannique du nord de l'Ecosse, des militaires norvégiens et des saboteurs opérant en liaison avec le service «action britannique» (*Special Operation Executive*, S.O.E.) dans les pays occupés.

La plus célèbre de leurs opérations, qui a suscité depuis des films tels *la Bataille de l'eau lourde* (de Jean Dréville) ou *Les Héros de Télémark* (d'Anthony Mann), fut la destruction des stocks norvégiens d'eau lourde, essentielle dans la mise au point de la bombe atomique, et de l'usine norvégienne de Vemork¹ la produisant. La Résistance participera, soit directement, soit par la fourniture de renseignements à la *Royal Air Force* (R.A.F.) britannique, à la destruction de plusieurs navires allemands – tels les cuirassés *Bismarck* et *Tirpitz* – réfugiés dans les fjords norvégiens.

Avec le concours des envoyés du Gouvernement norvégien en exil et sous son autorité va s'organiser, formée en mai 1941, une structure militaire clandestine, la *Milorg* (*Militær organisasjon*), chargée notamment du renseignement sur les forces allemandes stationnées en Nor-

vège, du sabotage des installations nazies, de l'attaque de positions militaires allemandes, de la libération de prisonniers, de l'escorte de résistants poursuivis et de civils fuyant vers la Suède, telle – les rafles ayant commencé depuis le début 1942 – plus de la moitié des 1800 Juifs norvégiens (les autres étant à partir de 1942 déportés à Auschwitz, où 735 périrent).

Au moment de la capitulation allemande de mai 1945, la *Milorg* aura entraîné près de 40 000 combattants.

L'activité de renseignement au service des Alliés fut aussi le fait d'autres structures, telle la particulièrement efficace «*XU*», établie dès juillet 1940 par Arne Storvee à partir des étudiants recruteurs de l'université d'Oslo, et qui comptera à la fin de la Guerre près de 1500 agents répartis dans toute la Norvège.

La Résistance civile spontanée à l'occupation nazie va se manifester dès les mois de l'Occupation. Ainsi, à l'automne 1940, des étudiants de l'Université d'Oslo arborent sur leurs vêtements différents symboles tel le monogramme H 7 (Haakon VII).

Ne pas parler aux Allemands, ne pas s'asseoir dans les bus à côté d'un Allemand – l'Occupant décrètera... l'interdiction de rester debout quand il y a des places assises de libre ! – furent des manifestations constantes d'hostilité envers l'Occupant. Des protestations de dizaines de milliers de parents d'élèves contre la nazification de l'enseignement et le licenciement de milliers d'enseignants refusant d'adhérer au régime Quisling eurent lieu.

Signalons encore la démission collective des pasteurs de l'Eglise luthérienne pour notamment protester contre la volonté du régime Quisling de l'embrasser à ses côtés, les persécutions antisémites et la répression.

Fin 1940, cette Résistance civile va cependant prendre une forme organisée à partir de différentes organisations politiques, syndicales et sociales interdites par les Occupants dès leur arrivée, qui ont continué leur activité illégalement et qui vont se regrouper dans deux structures – faisant allégeance de manière dif-

¹ En septembre 1942 un sous-marin français libre débarqua même un commando anglo-norvégien pour le sabotage de l'usine, sans succès. Le 16 février 1943, deux commandos anglais et un commando norvégien (entraîné en Grande Bretagne) parviendront à saboter définitivement l'usine. Les Allemands essaieront d'envoyer dans le Reich le stock existant d'eau lourde mais deux parachutistes norvégiens, aidés par la Résistance, placèrent à bord d'un bac emprunté par le train le transportant une bombe qui, le 19 novembre 1943, l'envoya par le fond du lac de Tinns.

férenciée au Gouvernement norvégien en exil -, le *Koordinasjonskomiteen* («Comité de coordination») et *Kretsen* («le Cercle»). Publication de journaux clandestins et tracts, inscriptions antinazies se multiplieront de manière croissante durant toute l'Occupation du Pays.

Mentionnons aussi la *Sivorg* («Organisation civile»), chargée de l'organisation des départs vers la Suède de personnes en danger, de jeunes fuyant le S.T.O. : 50.000 personnes passeront de Norvège en Suède.

La répression menée par la Gestapo et les services de sécurité du régime Quisling va s'abattre non seulement sur les Résistants mais aussi sur la population, dès lors qu'elle est soupçonnée de les soutenir. Ainsi, le 16 avril 1942, le village de Telavag, soupçonné d'avoir protégé deux membres de la *Kompani Linge* - une unité de commandos norvégiens dépendant du S.O.E. britannique - ayant abattu deux membres importants de la Gestapo venus les arrêter, va être rasé, ses hommes exécutés sur place ou, pour

auquel se rattacha le groupe de Laurier : renseignements, propagande, sabotages, obstruction des tentatives de propagande des Allemands et des collaborateurs français, publication de bulletins d'information en français, norvégien et russe furent parmi ses actions. Profitant de voyages à Oslo concernant des prises d'otages parmi les STO, Laurier prit contact avec des Résistants norvégiens afin d'organiser des groupes prêts à intervenir si nécessaire

Ce fut Charles Laurier qui, lors de la capitulation des forces allemandes de Norvège le 8 mai 1945, négocia avec les Allemands du camp d'Ardalstangen les conditions de passation des pouvoirs. Appelé le jour même à Oslo par les autorités de la Norvège libérée, il fut reconnu par elles comme «Délégué Général des Français en Norvège». Aux places d'honneur lors des cérémonies officielles, Laurier et ses compagnons furent chargés de libérer les Français du camp de concentration de Grini Fangeleir², du rapatriement des Français de Norvège, et contribuèrent à la capture de nazis et collaborateurs.

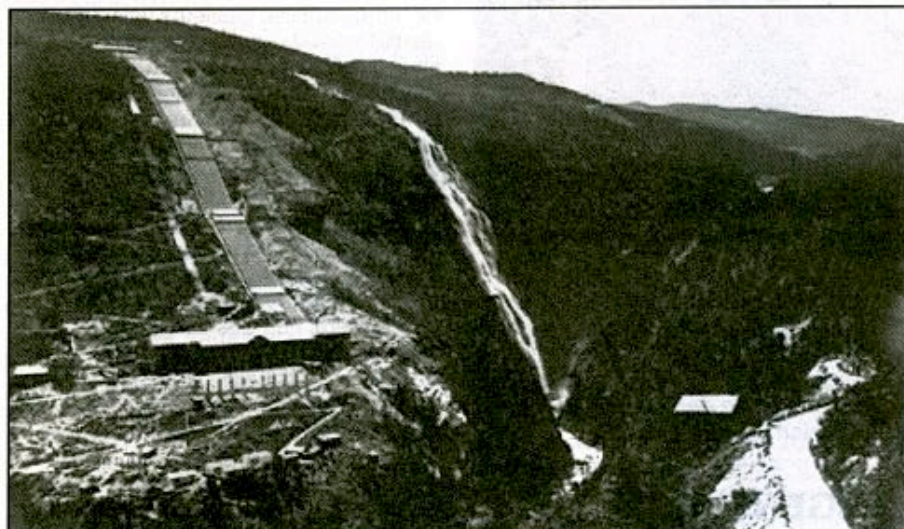
LA NORVÈGE LIBÉRÉE

Après la capitulation des forces allemandes de Norvège le 7 mai 1945, le *Reichskommissar* Terboven se suicida. Quant au «Fører» Quisling, il se rendit avec plusieurs de ses ministres et sa «Førerгарde», tandis que nombre de ses partisans se réfugiaient en Suède et que le gouvernement en exil puis le Roi regagnaient le pays.

Dans les premières heures et les premiers jours de la Libération de la Norvège, 28 750 petits et grands collaborateurs des Allemands furent arrêtés, le plus grand nombre étant rapidement relâché : 15 mois plus tard, en août 1946, seuls 5 à 6 000 d'entre eux restaient détenus. Il y eut 45 condamnations à mort, 30 pour trahison et 15 pour crimes de guerre ; 37 furent exécutées. Quisling, condamné à mort pour haute trahison, fut fusillé le 24 septembre à la forteresse d'Akershus. Environ 92 000 «*landviskere*» («traîtres à la Patrie») furent épurés, mais pour la plupart avec des peines de principe dont, à partir de 1949, bon nombre - c'est alors la «guerre froide» - furent amnistiées.

Les Norvégiens perdirent du fait de la Guerre environ 10.000 hommes et femmes, dont 4.000 en mer ; 50.000 furent emprisonnés, 9.000 déportés, 1.400 d'entre eux périssant dans les camps.

² Ouvert en 1941 dans une ancienne prison de femmes située la petite ville de Baereum, près d'Oslo, afin d'y interner les opposants politiques norvégiens.



L'Usine de Vestmark, détruite par les Norvégiens libres et la Résistance.

Une composante importante de la résistance norvégienne va être la communiste, avec des relais dans les syndicats clandestins, ou officiels infiltrés.

Le Parti communiste norvégien (*Norges Kommunistiske Parti*, NKP) qui, à l'instar des autres partis communistes, avait approuvé le Pacte germano-soviétique d'août 1939 et dénoncé la «guerre inter-impérialiste», sera dès août 1940 le premier parti politique norvégien interdit par l'Occupant nazi, de même que son journal *Arbeideren* («le Travailleur»), et il plongera dans la clandestinité. Dirigé par Peder Furutbon, il sera l'une des principales composantes de la Résistance norvégienne, organisant sabotages et actions de guérilla, filières d'évasion vers la Suède, publiant un journal clandestin, *Friheten* («Liberté»).

Fin 1942, le NKP décida la formation de groupes armés ; un centre d'entraînement au sabotage fut installé à Rukkedalen et constitué un réseau de saboteurs connu sous le nom de «groupe Osvald» (*Osvald-gruppen*), du nom d'un des pseudonymes de son chef, Asbjørn Sunde, ancien des Brigades internationales ; 200 actions de sabotage, d'attaque de centres des forces de répression et de liquidation de collaborateurs lui sont attribuées.

72 d'entre eux, déportés à Sachsenhausen ; 31 y mourront.

DES RÉSISTANTS... FRANÇAIS

Mentionnons aussi une composante inattendue et méconnue de la Résistance norvégienne, celle qui se développa parmi les 3 000 jeunes Français requis en 1943 pour le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) et qui furent envoyés en Norvège pour y travailler dans des conditions proches de celle des prisonniers de guerre (camps avec des barbelés et des sentinelles armées) ; la plupart aboutissant dans le secteur des camps d'Ardalstangen (1060 Français) et Ovre Ardal (350 Français) où ils furent affectés à la construction d'une usine d'aluminium. Quelques mois après leur arrivée, des sabotages spontanés entraînèrent des internements dans des camps de représailles.

Ainsi, en février 1944, l'un d'entre eux, âgé de 22 ans, Charles Laurier, fut, avec une quinzaine de ses camarades, envoyé du camp de Ovre Ardal à celui d'Ardalstangen pour manque de zèle : d'individuelle, la Résistance parmi les STO devint organisée (notamment sous le couvert d'équipes de sport) et les sabotages furent plus systématiques.

Des contacts furent pris avec le mouvement de Résistance norvégienne *Milorg*

UKRAINE

NEONAZIS ET REVISIONNISTES

Le 8 mai dernier, des groupes néonazis ukrainiens locaux ont - le jour de l'anniversaire de la Victoire sur l'Allemagne nazie - interdit à des anciens combattants russes, venus honorer la mémoire de parents et d'amis morts pendant la deuxième guerre mondiale, l'accès d'un cimetière de l'Armée Rouge situé dans l'ouest de l'Ukraine.

Si l'Ukraine de l'Ouest est une région où se sont multipliées les manifestations de nostalgiques de la collaboration des nationalistes ukrainiens antisoviétiques avec l'Allemagne nazie, voire de vétérans rescapés de la 14^e division SS «Galicie» composée d'Ukrainiens et qui fut notamment responsable du massacre le 28 février 1944 des 1 000 habitants polonais du village polonais d'Huta Pieniacka, situé en Ukraine, ces manifestations ont eu des prolongements au niveau national officiel, avec l'édition de timbres ou l'érection de statues à la gloire de ces nationalistes collaborateurs jusque dans la capitale.

A Kiev, l'université privée MAUP a décerné en 2004 deux titres de «docteur honoris causa» à l'ancien communiste Andrzej Lepper, fondateur du parti populiste polonais «Samobrona» (Autodéfense), qui s'est signalé par des propos xénophobes et antisémites, ce qui ne l'a pas empêché de participer entre 2006 et 2007 au gouvernement polonais, sans que cela suscite d'ailleurs beaucoup de réactions au niveau des partenaires européens de la Pologne. Lepper a accepté ces titres et est même venu à Kiev les recevoir, prononçant pour l'occasion un discours à l'instar d'un de récipiendaire, comme s'il venait d'être couronné pour des travaux universitaires !

FINLANDE

SUCCES EXTREMISTE

Les dernières élections finlandaises ont vu le succès du Parti d'extrême-droite dit des «Vrais Finnois» qui, recueillant 19% des voix aux législatives du 17 avril dernier, est devenu le 3^e parti du pays faisant jeu quasi égal avec les deux premiers et élire 39 des 200 députés au Parlement d'Helsinki. Lors des législatives de 2003, il n'avait obtenu que 1,6% des voix mais avait progressé à 4% à celles de 2007 et à 10% aux européennes de 2009.

Anti-immigrés, homophobe, le «Parti des vrais Finnois» (*Perussuomalaiset*) - et non «Finlandais», terme désignant la nationalité alors que «Finnois» est censé désigner l'ethnie - est issu de l'ancien Parti Rural Finlandais, sabordé en 1995, dont le leader avait fait un parti d'extrême-droite identitaire de type agrarien.

Pour être la principale formation d'extrême-droite, ce parti n'est pas le seul de cette mouvance : mentionnons notamment l'«Alliance patriotique nationale»

l'IKL (*Isänmaallinen KansallisLiitto*), liée par un partenariat au FN français lepeniste. Partisan d'une «Grande Finlande» ethniquement pure, l'IKL - reprenant le nom, le drapeau et l'uniforme noirs du mouvement fascisant homonyme dans les années trente, interdit en 1944 - est, sous la devise «Nation, Religion et Patrie», hostile aux immigrés, aux Lapons, au multiculturalisme et aux Tziganes.



Le leader des «Vrais Finnois», Timo Soini.

Rappelons que la Finlande fut entre 1941 et 1944 l'alliée de l'Allemagne nazie contre l'URSS et que 1 500 Finlandais s'engagèrent dans la SS (*Finnisches Freiwilligen-Bataillon der Waffen-SS Nord-Ost*, division Wiking).

ARGENTINE

TORTIONNAIRES CONDAMNÉS

L'ex-général Hector Gamen, 84 ans, et l'ex-colonel Hugo Pascarelli, 81 ans, ont été condamnés le 14 juillet «à la peine de réclusion à perpétuité pour homicides aggravés, détention illégale et tortures» par un tribunal de Buenos-Aires pour les crimes de commis sous la dictature argentine dans le sinistre camp de détention «El Vesubio», situé au sein de la prison fédérale de «La Tablada», dans la ville de La Matanza (grand Buenos Aires), telles les disparitions des Français Jean-Marcel Soler, ex-curé et ouvrier du bâtiment de 42 ans enlevé le 29 avril 1977 à Lomas de Zamora (province de Buenos-Aires) et Françoise Dauthier, kidnappée avec ses deux fillettes (3 ans et demi et 18 mois) après l'assassinat de son mari argentin, et qui est l'une des 18 victimes françaises de la dictature, et la mort d'une Allemande, Elisabeth Käsemann, une sociologue de 30 ans enlevée le 21 octobre 1977 à Espeleta (province de Buenos-Aires) par un commando de l'armée qui assassina alors son mari, Norberto Martinez.

Ils ont été également condamnés pour d'autres crimes commis dans le même centre, dont les disparitions de l'écrivain Haroldo Conti, du scénariste de bande dessinée Hector Oesterheld, créateur de bandes dessinées légendaires des années cinquante avec le dessinateur italien Hugo Pratt, dont *Sergent Kirk*, *Ernie Pike* et *Ticonderoga* ainsi que du metteur en scène Raimundo Gleyzer.

Le centre de détention (CDD) «El Vesubio», utilisé dès avant le coup d'État militaire de 1976 sous le nom de *La Ponderosa* par la Triple A, l'«Alliance Anticommuniste Argentine», un «escadron de la mort» clandestin qui fit plus de 1 500 victimes et qui bénéficia de l'«aide technique» d'anciens de l'OAS française, le fut aussi pour détenir au moins 400 personnes. Il entra ainsi en fonction dès 1975 et cessa d'être utilisé en 1978, étant alors démolí afin de dissimuler à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, en visite en Argentine, la véritable nature de la politique répressive de la junte. Dans ce centre eurent lieu plusieurs vols de bébés de militantes de gauche torturées et assassinées, bébés qui furent souvent remis à des tortionnaires sans enfants. Y fut également incarcérée la franco-argentine Elena Alfaro qui, alors enceinte, fut torturée et violée, et qui - rare survivante - témoigna par la suite devant la justice argentine.

El Vesubio ne fut hélas pas le seul Centre de détention clandestin de la junte militaire argentine : ainsi à Buenos-Aires même, dépendant directement de l'Amiral Massera, l'un des trois membres de la Junte militaire au pouvoir, le plus célèbre est celui installé dans l'École supérieure de mécanique de la Marine (ESMA), situé dans le salon des officiers et en fonction de mars 1976 jusqu'en novembre 1983. Le procès du centre de l'ESMA, entamé fin 2009, impliqua 19 accusés, dont le capitaine Alfredo Astiz, «l'ange blond de la mort», accusé de la disparition forcée et de la torture de 85 victimes dont deux religieuses françaises, Alice Domon et Léonie Duquet, passées dans ses mains en décembre 1977 avant d'être «transférées», c'est-à-dire jetées à la mer pendant un faux transfert en hélicoptère. Astiz, condamné par contumace en France en 1990, est actuellement poursuivi en Argentine, presque... 30 ans après la chute de la Junte.

Cette «guerre sale» contre la gauche argentine mais aussi de l'Uruguay voisin, livrée par la dictature entre 1976 et 1983, officiellement appelée «Processus de réorganisation nationale», a fait près de 30 000 disparus dont 18 Français, 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers politiques et 1,5 million d'exilés. Sur les 500 bébés kidnappés à leurs parents assassinés pour être élevés par des familles proches de la Junte, quelques-uns seulement ont retrouvé leur vraie famille.

ALLEMAGNE

DEMIANIUK CONDAMNÉ

Ouvert le 30 novembre 2009 à Munich après son extradition des Etats-Unis où il s'était réfugié après la guerre, le procès de John Demianiuk, le gardien d'origine ukrainienne du camp nazi d'extermination de Sobibor accusé de meurtres, aujourd'hui âgé de 91 ans, s'est achevé le 12 mai dernier par sa condamnation à 5 ans de prison ; le juge suspendant l'application de la peine.

HONGRIE

EVOLUTION INQUIETANTE...

«La nation hongroise ne peut plus être opprimée ni dans ni au delà de nos fausses frontières. Non seulement nous devons élever notre voix, mais nous devons également agir (...). Il n'est aucune surprise que notre conscience et notre traditionalisme nationaux - que les Juifs essayent de supprimer - deviennent plus forts et plus forts. Comme en cas de n'importe quelle crise économique, la droite extrême devient une puissance plus forte et peut gagner dans les 10 ou 20 années de venir. C'est ce qui se produit en ce moment. L'histoire se répète.»

Ces propos, tenus en 2008 et 2009 sont de Tamás Eszes, le leader antisémite, anti-Roms et homophobe des «Soldats de la Force de défense nationale», formation d'extrême-droite hongroise dissidente en 2008 d'un autre mouvement fondé antérieurement en 2007, l'«Union de la défense nationale hongroise» (UNDH), résurgence quasi-homonyme du parti politique dirigé entre les deux guerres dans la Hongrie du régent Horthy par Gyula Gömbös, qui de 1932 à 1936 fut premier ministre et s'attacha à transformer la Hongrie en un état fasciste aligné sur l'Italie et le Reich hitlérien en même temps qu'il développait un discours antisémite et expansionniste ; Gömbös fut le premier chef de gouvernement étranger à se rendre en Allemagne après l'accession d'Hitler au pouvoir.

Pour être des plus virulentes, affectant les uniformes et les défilés, organisant des camps d'entraînement paramilitaire, tenant des propos violemment antisémites et anti-Tziganes, menant sous couvert de lutte contre la criminalité des expéditions violentes contre les quartiers où vivent les 800 000 Roms hongrois, les «Soldats de la force de défense nationale» et l'UNDH ne sont ni les seules, ni les plus importantes ni les plus dangereuses formations développant les idées d'extrême-droite, racistes, ultranationalistes et antidémocratiques, qui contaminent les secteurs plus classiques de la droite y compris jusque dans les allées du pouvoir.

LES MILICES

Ni la seule, car le créneau de la haine raciste et de l'ultranationalisme est occupé par plusieurs groupes et milices. Ainsi en est-il de la «Garde nationale hongroise» (*Magyar Nemzeti Gárda*), de l'«Association des patrouilles civiles pour un plus bel avenir» (*Szebb Jövőért Polgár Egyesület*), de l'«Armée nationale des sentinelles», en treillis et béret vert, de la «Garnison», en béret rouge, ou de l'«Armée des brigands» (*Betyársereg*), issues et résurgences de la «Garde hongroise pour la défense des traditions et



«Gardistes», place des Héros le 15 mars à Budapest, jour de la Fête Nationale.

de la culture» (*Magyar Garda Hagymányozó és Kulturális Egyesület*) formée en juin 2007 par le *Jobbik*, parti de l'extrême-droite parlementaire, formation paramilitaire à l'uniforme rappelant celui des Croix-fléchées¹ dissoute en 2009 par la justice hongroise en juillet 2009.

Citons encore le «Mouvement de jeunesse des soixante-quatre comitats»² (*Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom*, HVIM), fondé en 2001 par László Toroczkai et qui centre son action sur le soutien de l'irréductibilisme des minorités hongroises de Slovaquie, Serbie et Roumanie. Sans pour autant se désintéresser de la scène nationale : lors des émeutes anti-gouvernementales de 2006, László Toroczkai dirigea l'attaque de la Télévision nationale.

Car tous ces mouvements sont violents, contre les institutions démocratiques et contre les Roms en même temps qu'ils affirment leurs références au fascisme hongrois historique : en 2009, ils participent à une marche négationniste dite de «la Justice», en réponse à la «marche de la Vie» organisée en hommage avec les victimes de l'Holocauste, en 2010 à la manifestation de «*Pax hungarica*» commémorative du coup d'Etat pronazi de 1944 des «Croix fléchées» et du soulèvement anticommuniste de 1956. Et surtout ils ont multiplié les agressions contre la minorité Rom, assassinant plusieurs d'entre eux.

Début mars 2011, un millier de «gardistes» en uniformes noirs de divers mouvements d'extrême-droite ont, à l'appel du *Jobbik* et suite à un fait divers – le sui-

cide d'un retraité – dont la cause est attribuée au voisinage de Tziganes, convergé vers Gyöngyöspata, un village de 2 400 habitants du nord-est du pays et où vit une minorité de 450 Roms, y installant un régime de terreur à leur rencontre ; le 22 avril, 277 d'entre eux durent fuir le village...

UN RELAIS POLITIQUE

Particulièrement inquiétant est le relais politique qu'offre à ces milices l'«Alliance des Jeunes de Droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie» (*Jobboldali Ifjúsági Közösség-Jobbik Magyarországi Mozgalom*) alias le *Jobbik*, fondé en 1993 par Iltvan Csurska et qui, avec 14,77 % des suffrages avait en juin 2009 remporté 3 des 22 sièges hongrois au Parlement européen. En avril 2010, recueillant 16,67 % des voix lors des législatives, il a fait entrer 47 députés à l'Assemblée nationale, dont le président d'honneur du HVIM, Gyula György Zagya.

Plus inquiétantes encore sont les orientations du Gouvernement ultranationaliste du premier ministre Viktor Orban issu des élections de 2010, qui traduisent une volonté d'affaiblir électoralement l'extrême-droite... en lui empruntant plusieurs de ses thèmes : révisionnisme quant à la responsabilité du régime Horthy dans la déportation des Juifs hongrois durant la Guerre, offensive contre les médias – en premier lieu publics – visant à les placer sous étroit contrôle, loi inégalitaire sur les religions favorisant l'église catholique, loi sur la nationalité hongroise, donnée aux minorités magyares vivant dans les pays voisins, discours hostiles aux Roms, etc. Toutes mesures qui ont suscité des réactions hostiles non seulement en Hongrie mais aussi au plan de l'union Européenne, dont Viktor Orban a assuré la Présidence les six premiers mois de 2011.

¹ Le parti des Croix Fléchées (*Nyilaskeresztes Párt Hungarista Mozgalom*) a été créé en 1935. Cette formation néonazie violemment antisémite dirigée par Ferenc Szalasi gouverna la Hongrie alliée d'Hitler d'octobre 1944 à janvier 1945.

² En référence aux 64 comtés de la Grande Hongrie d'avant le Traité de Trianon de juin 1920.



Raymond Aubrac



Danielle Tartakowsky



Louis Cortot



Robert Foreau-Fenier



Cécile Rol-Tanguy

8^e STAGE NATIONAL DE FORMATION DE L'ANACR

Le 8^e Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 3 au 5 juin dernier, lors du week-end de l'Ascension, à l'Auberge de Saint-Denis, équipement municipal offrant un cadre idéal et mis, comme les années précédentes, à disposition dans les meilleures conditions par la Municipalité de Saint-Denis, à laquelle l'ANACR renouvelle sa gratitude.

Participèrent à ce stage Jean-Michel ATHOMAS (Cher), Maurice BISAUULT (Loir-et-Cher), Jean-Louis CORTOT (Paris), Sylvie DAEMS (Nord), Guy DIVOUX (Seine-Saint-Denis), Françoise DOUZENEL (Seine-Saint-Denis), Tatiana DUFOUR (Rhône), Roger FAUCONIER (Yvelines), Jacqueline FOFFANO (Indre), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Garance HERBILLON (Jura), Jean-Claude HERBILLON (Jura), Alain ODOUL (Paris), Carine OTTOLINI (Lot-et-Garonne), Jean-Claude POULAIN (Aisne), Mireille RASPAIL (Bouches-du-Rhône), Jean REBOURG (Loir-et-Cher), Jean-Paul RIFFAULT (Paris), André ROBERT (Jura), Alain ROY (Haute-Vienne), Sébastien RUBINSTEIN (Alpes-Maritimes), Christiane TARDIF (Essonne), Marie-Jeanne TRICARD (Haute-Vienne), Jacques VARIN (Paris), Nicole ZERLINE (Oise).



Comme les années précédentes, le stage a permis de mutualiser l'expérience acquise, notamment dans le domaine des actions de transmission de la mémoire, de mieux connaître l'histoire de l'ANACR et des « Ami(e)s de la Résistance », d'approfondir les connaissances sur l'Histoire de la Résistance.

Vendredi matin, le stage fut ouvert par un exposé de Raymond AUBRAC, dernier des principaux dirigeants nationaux d'un grand mouvement de Résistance – en l'occurrence « Combat » – toujours parmi nous, et qui fut Commissaire de la République à Marseille à la Libération. C'est précisément sur les Commissaires de la République que, devant un auditoire passionné, porta son exposé : sur les circonstances de leur nomination, leur mission, les conditions d'exécution de cette mission, leur bilan.

En début d'après-midi, Jacques VARIN retraça les étapes de l'histoire de l'ANACR, celle des Ami(e)s de la Résistance et leur intégration dans l'ANACR au Congrès de Limoges en 2006, les principales batailles menées par l'Association pendant plus de 50 ans : contre les persécutions à l'encontre de Résistants, pour la défense de leurs droits et la levée des forclusions les frappant, contre la remilitarisation de l'Allemagne, contre les résurgences du fascisme et le négationnisme, pour la mémoire des combats et la transmission des valeurs de la Résistance, pour une Journée Nationale de

la Résistance, les problèmes du passage de la mémoire aux jeunes générations et ceux parfois difficiles de la transmission du flambeau au sein de l'ANACR pour pérenniser son combat.

En seconde partie d'après-midi, les stagiaires entendirent Danielle TARTAKOWSKY, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris VIII (Saint-Denis), spécialiste du mouvement social et coorganisatrice avec Michel Margairaz d'un colloque en décembre 2005 sur le mouvement syndical sous l'Occupation, sujet qu'elle développera dans sa complexité.

La journée de samedi commença par un exposé de Louis CORTOT sur les lieux de mémoire, lieux institutionnels – associations, institutions officielles, centres universitaires de recherches, fondations, etc. – et – notamment en prenant l'exemple de l'Ile-de-France – lieux physiques, stèles, mémoriaux, etc. Puis Louis Cortot fit l'histoire du Mémorial du Mont-Valérien, lieu de mémoire s'il en fut puisqu'il fut le lieu de martyre de nombre de Résistants qu'honore aujourd'hui le monument portant leurs noms, sur lequel de nouveaux viennent régulièrement s'ajouter quand la découverte d'archives nouvelles ou nouvellement exploitées les révèlent.

Puis, en seconde partie de matinée, Robert FOREAU-FENIER, président-délégué de l'ANACR de l'Aisne, « petit » mais actif comité départemental rapporta son expérience tant sur le plan des relations avec les autorités municipales et départementales que sur celui des actions de mémoire : cérémonies, expositions, conférences.

L'après-midi, les stagiaires se rendirent au Mont-Valérien où – précédé par une évocation artistique de la montée du fascisme et de la lutte antifasciste – se déroula une émouvante cérémonie commémorant le triste 70^e anniversaire des premiers fusillés au Mont-Valérien le 4 juin 1941. Puis les stagiaires allèrent sur la tombe du Soldat inconnu où eut lieu un ravivage de la Flamme par l'Association des Familles de fusillés.

En soirée, une discussion passionnée eut lieu autour des risques de résurgence du fascisme, s'appuyant sur l'expérience d'un lycée californien transposée en Allemagne par le film « la Vague » qui s'attache aux mécanismes de manipulation de masse.

Dimanche matin, Cécile ROL-TANGUY, homologuée lieutenant FFI et qui participa aux côtés de son mari, Henri Rol-Tanguy, chef des FFI d'Ile-de-France, à l'insurrection de Paris en août 1944, assurant notamment le secrétariat du P.C. de « Rol » installé dans les sous-sols de la Place Denfert-Rochereau. Témoignage précieux sur des journées capitales émaillé d'une foule d'anecdotes permettant de mieux saisir ce que furent pour les Résistants et pour le peuple de Paris le soulèvement de la capitale et sa libération par la jonction des FFI avec les troupes de Leclerc.

En fin de matinée, devant la Stèle Jean-Moulin, en présence de Mme Christine WILS-MOREL, Sous-préfète de Saint-Denis, et de plusieurs Maires-adjoints de Saint-Denis Louis CORTOT, Président national de l'ANACR, évoqua la mémoire de Jean Moulin et le rôle de celui qui fut l'unificateur de la Résistance ; puis tous se rendirent sur la tombe d'Auguste Gillot, membre du Conseil National de la Résistance et ancien maire de Saint-Denis. Tant à la stèle Jean-Moulin que sur la sépulture d'Auguste et Simone Gillot, les gerbes nationales de l'ANACR furent déposées par des participantes au Stage.

Quant au repas de clôture, ce fut cette année encore un moment fort d'une amitié que ces trois jours passés ensemble avaient nouée et approfondie.

10^e RENCONTRES CINEMA HISTOIRE D'AJACCIO

Plus de 600 scolaires ont participé aux séances organisées à leur intention.

La 10^e édition des Rencontres Cinéma Histoire organisées par l'ANACR de Corse-du-Sud se sont déroulées avec succès du 11 au 14 avril 2011 à Ajaccio et Porticcio, totalisant sur les quatre journées plus de mille spectateurs. Les membres du bureau ont voulu donner un éclat particulier à cet anniversaire décennal en opérant un choix de films et documentaires destinés à éveiller l'intérêt et la participation du public du « grand Ajaccio », scolaires et autres, ceux qui sont fidèles au rendez-vous annuel et les nouveaux venus.

Les écoliers des classes de CM2 et leurs enseignants ont été cette année encore très nombreux et très intéressés par la projection de la version « dessin animé » du *Journal d'Anne Frank*. Au total, 619 écoliers et 54 accompagnants ont été accueillis à l'espace Diamant de la municipalité d'Ajaccio et au centre de vacances Marinca des œuvres sociales d'EDF-GDF, partenaires, avec la C.T.C., de l'ANACR 2A. depuis la première manifestation.

En directions des collégiens et lycéens (et tous publics) c'est « *La Vague* » de Denis Gansel qui était proposé ; film choc qui montre comment les comportements grégaires et violents peuvent encore être engendrés par des manipulateurs. Jacques Varin, secrétaire national de l'ANACR, animait les débats et apportait d'indispensables éclairages pour comprendre comment on passe de la manipulation d'un groupe à celui d'un pays tout entier, faisant ainsi la transition avec le film suivant.

Un autre regard sur le danger de la manipulation des masses, de l'adhésion aux idées et aux agissements fascistes est celui du chef d'œuvre d'Ettore Scola, *Une journée particulière*. La présentation et le débat du film avaient confiés à M. Jean-Louis Panicacci, professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et Président des Amis du Musée de la Résistance azuréenne. Le nombreux public a grandement apprécié les interventions de cet invité, auteur d'un ouvrage récemment paru : « *L'occupation italienne dans le Sud-Est de la France* ».

Autre thème développé au cours de ces 10^e Rencontres, les comportements des Français au travers de trois films :

« *Chantons sous l'Occupation* » d'André Halimi qui met en évidence les différentes attitudes des artistes.

« *Acqua in bocca* », documentaire réalisé par Pascale Thirode dans lequel la réalisatrice tente d'élucider le comportement trouble de son grand-père, un notable de Bastia pendant l'occupation italienne de l'île et ce que cachent le silence et le secret qui pèsent quand on évoque son souvenir en famille. La réalisatrice, invitée du festival a pu longuement donner les raisons de sa démarche et ce qu'elle retire de cette enquête, ou quête de vérité, qu'elle a menée en Corse en compagnie de ses deux filles. Il revenait à Hélène Chaubin, historienne spécialiste de la Seconde guerre mondiale en Corse de remettre dans son contexte corse cette chronique familiale.

« *Zone libre* », enfin, constituait la tête d'affiche de ces 10^e Rencontres puisque son réalisateur, Christophe Malavoy était notre invité d'honneur. Hélas, un accident l'a empêché d'être présent. A défaut, le public s'est contenté de son film magnifique et émouvant qui montre comment des gens aussi simples que généreux ont pendant l'occupation, sauvé des familles pourchassées par les nazis et les collaborateurs français.

UN BON CRU 2011, TRÈS ENCOURAGEANT POUR L'AVENIR

Enfin les organisateurs des Rencontres ont une nouvelle fois programmé l'excellent documentaire *Le laboratoire corse*, réalisé par Dominique Lanzalavi, journaliste, historien, spécialiste de l'histoire contemporaine. Ce film montre combien la Corse, premier morceau de France libéré, sera un champ d'expérimentation idéal pour le Général de Gaulle afin de contrer la puissance politique du Parti Communiste Français et affirmer son autorité après la Libération du pays.

Au total, ces 10^e Rencontres ont été un bon cru, encourageant pour leurs organisateurs bénévoles qui envisagent dès l'automne 2011, à Sartène et Propriano, la projection de certains films passés aux RCH du printemps 2011 et pour Ajaccio l'organisation d'une conférence-débat avec Stéphane Hess et/ou Raymond Aubrac.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

CORRÈZE

L'ANACR de Corrèze a organisé le 21 mai 2011 à Lagratière une Journée d'étude sur le thème : «Tulle et Oradour-sur-Glane, des crimes de guerre» à laquelle ont participé une cinquantaine de Résistants et Ami(e)s de la Résistance, destinée à une information et à des clarifications face au négationnisme et aux interprétations partiales au sujet des crimes de guerre de Tulle, et Oradour-sur-Glane, commis par des unités de la division S.S Das Reich.

Pascal Plas, historien du Centre de la Mémoire d'Oradour (C.M.O.), a présenté le résultat des recherches historiques sur «le comment et le pourquoi de cet acte incompréhensible», montrant combien il est indispensable «d'historiciser» ce massacre pour le comprendre, disqualifiant les affirmations des négationnistes.

Richard Jezierski, Directeur du Centre de la Mémoire d'Oradour, a évoqué «le fait mémoriel et sa transmission», à travers la démarche de conception et de réalisation du C.M.O., la conservation des ruines du village martyr, les difficultés de transmission de cette mémoire auprès de publics très divers, en particulier vers les jeunes.

Jacques Varin, secrétaire général de l'ANACR, a abordé la question de la prescription des crimes de guerre, selon les époques, dans le monde et en France, évoquant la demande de l'ANACR de l'imprescriptibilité de ces crimes au même titre que celle des crimes contre l'humanité.

Bruno Katheuser, a fait passer une communication de mises au point sur le drame de Tulle, démontant un à un les arguments des fausses affirmations qui jettent le trouble dans l'esprit des familles des victimes de ce crime.

AVEYRON

L'Assemblée générale de l'ANACR de l'Aveyron s'est tenue à Onet-le-Château le 14 mai 2011, avec la participation de délégués de tous les comités locaux et en présence de Jacques Varin représentant la direction nationale, de M. Roussel, Conseiller général du canton.

Après une minute de silence observée à la mémoire des disparus, le Président départemental, Roger Poux, invita l'Assemblée à relier chaque point du bilan d'activité et chaque objectif à discuter avec les raisons majeures de l'existence de l'association, dont le devoir de faire connaître l'œuvre de la Résistance et tout ce que l'on doit au programme du C.N.R., en particulier dans la préparation de la journée du 27 Mai.

Le Rapport d'activités présenté par Marie-Jo Moysset fut approuvé à l'unanimité, de même que, après la vérification de contrôle, le Compte-rendu financier présenté par Marie-Josée Augé, qui reçut quitus.

L'Association a participé comme chaque année au jury du Concours présidé par Mme Sophie Amans-Gisclard, professeur au collège d'Onet-le-Château. Un prix identifié ANACR/FNDIRP a été acquis, et la proposition de Marie-Josée Augé que la Maison d'Aubin reçoive les lauréats retenue.

Alain Puech rappela que l'ANACR est partie prenante du nouveau Comité du Mémorial de Sainte Radegonde.

Jacques Varin intervint sur l'orientation générale, sur les conséquences de la RGPP qui conduit à une régionalisation des structures, sur une volonté des Pouvoirs publics d'institutionnaliser la Mémoire, sur la montée de l'extrême-droite et, face à cela, sur le rôle de l'ANACR.

ISÈRE

Le mardi 17 mai dernier, l'ANACR de l'Isère, en collaboration avec le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (MRDI) et la Bibliothèque du Centre Ville de Grenoble, qui avait mis ses locaux du 10 rue de la République, à disposition des organisateurs de l'initiative, présentait le documentaire du MRDI «Comme un vent de liberté», réalisé en 2004 par Michel Szemprunch.

Une cinquantaine de personnes assistait attentivement à la projection qui allait être ensuite commentée par Gil Emprin, spécialiste reconnu de la Seconde Guerre Mondiale et de la Résistance en particulier.

Le film, qui se révèle d'une grande valeur pédagogique, donnait un éclairage original et intéressant sur ce que fut la Résistance dans la région dauphinoise, à travers les témoignages de ceux qui en furent les acteurs ou de simples spectateurs ou du moins contemporains. L'émotion était particulièrement vive quand apparaissait à l'écran les visages connus de Résistants dauphinois parfois - hélas - disparus.

Le débat conséquent qui suivit permit à l'assistance de poser de nombreuses questions à Gil Emprin, qui répondit toujours avec précision, clarté et humour. Claude Collin apporta quelques éléments à la discussion, et le réalisateur, Michel Szemprunch, engagea avec le public un dialogue particulièrement riche et passionnant sur l'expérience que constitue pour lui ce travail et les réflexions qu'il a pu faire naître sur la mémoire.

En résumé, cette soirée culturelle et mémorielle fut une excellente initiative, dont les participants garderont un souvenir fort.

SOUSCRIPTION POUR LA RENOVATION DU SIEGE NATIONAL

Confirmant une résolution déjà prise au Congrès de Marseille en 2008, les congressistes d'Agen ont décidé, en votant la proposition, explicitée par la trésorière nationale, de lancer une souscription pour la rénovation du siège national de l'ANACR.

Acquis en 1968, le siège a besoin de travaux pour maintenir en état ce qui est le patrimoine de l'ANACR, pour aussi se met-

tre en conformité avec les règles de sécurité aujourd'hui en vigueur. Cette souscription s'adresse en premier lieu aux Comités départementaux et locaux qui peuvent y participer, mais il est possible à titre individuel d'apporter son soutien.

Grâce à l'apport des deux premières listes de souscription, une première tranche de travaux - le changement de toutes les fenêtres - a déjà pu être effectué.

3^e LISTE

Comité départemental de l'Ain (01) : 500€ ; M. Jean Marascalchi (05) : 20€ ; Comité local de Tournon-Tain (07) : 50€ ; Comité local de Rodez (12) : 100€ ; Comité départemental de l'Aveyron (12) : 400€ ; Comité Local d'Aix-en-Provence (13) : 150€ ; Mme Alberte Mazet (13) : 50€ ; Comité local d'Arles (13) : 200€ ; Comité local de Berre-l'Étang (13) : 200€ ; Comité de la Ciotat (13) : 100€ ; Comité local de Naves (13) : 100€ ; M. Jean-Paul Marcadet (13) : 20€ ; M. André Paya (13) : 20€ ; Comité départemental des Bouches-du-Rhône (13) : 210€ ; Comité départemental de Charente (16) : 200€ ; Comité local de Vierzon (18) : 200€ ; Comité local de Bourges (18) : 100€ ; Mme Sylvie Goudour (19) : 20€ ; Comité local de Juges-les-Lacs (22) : 200€ ; Comité local de Lannion (22) : 100€ ; Comité local de Saint-Brieuc (22) : 200€ ; Comité local de Tréguier (22) : 200€ ; Comité départemental des Côtes-d'Armor (22) : 500€ ; Comité local de Bégard (22) : 200€ ; Comité départemental de l'Eure (27) : 360€ ; M. Robert Bergeaud (31) : 30€ ; M. André Oustiakine (31) : 30€ ; M. Bordes Jean (31) : 10€ ; M. Robert Casties (31) : 20€ ; M. Maurice Lete (31) : 30€ ; M. René Batsalle (31) : 10€ ; Mme Madeleine Carrat (31) : 20€ ; Comité départemental de la Gironde (33) : 100€ ; M. Hubert Samson (37) : 50€ ; M. Jean Soury (37) : 50€ ; M. Serge Dupont (37) : 15€ ; Mme Suzanne Lubineau (37) : 15€ ; Mme Lucette Chapeau (37) : 25€ ; M. André Chapeau (37) : 25€ ; M. Jacques Ducol (37) : 15€ ; M. Michel Beaufils (37) : 60€ ; Comité départemental d'Indre-et-Loire (37) : 200€ ; Comité local de Morestel (38) : 50€ ; Comité Local d'Echirolles (38) : 200€ ; Comité Local de Cremieu (38) : 50€ ; M. Charles Sancet (41) : 50€ ; M. Nicolas Davidovits (42) : 150€ ; Comité départemental de Loire-Atlantique (44) : 500€ ; Comité départemental de la Manche (50) : 200€ ; M. Maurice Cantonnet (58) : 20€ ; Comité local de Vénissieux (69) : 500€ ; Comité départemental de Haute-Saône (70) : 500€ ; Mme Odile Selb-Boge (70) : 500€ ; Comité départemental de Savoie (73) : 300€ ; M. Paul Linossier (73) : 100€ ; Comité départemental de Haute-Savoie (74) : 500€ ; M. Marcel Rouillet (74) : 50€ ; Comité Local de Mers-les-Bains (80) : 100€ ; Mme Renée Moreau (86) : 60€ ; Comité local du nord Haute-Vienne (87) : 100€ ; Comité local de Saint-Junien (87) : 150€ ; Comité Local de Châlons (87) : 100€ ; Comité local d'Ambazac (87) : 200€ ; Comité local d'Oradour-sur-Vayrel/Cussac (87) : 120€ ; Comité local de Châteauneuf-la-Forêt (87) : 100€ ; Comité local de Compeignac (87) : 100€ ; Comité local d'Eymoutiers (87) : 120€ ; Mme. Claude Berducat (91) : 50€ ; Comité départemental des Hauts-de-Seine (92) : 500€ ; M. David Schlaf (92) : 50€ ; Comité local d'Asnières (92) : 50€ ; Comité local de Colombes (92) : 30€ ; M. Louis Segrestan (93) : 100€ ; Comité départemental du Val-de-Marne (94) : 2000€ ; Mme Gisèle Dubois (95) : 30€ ; M. Georges Julien (Lib.PTT) : 50€ ; TOTAL de la 3^e Liste : 12 785 €. TOTAL GENERAL : 32 865 €.

SOUSCRIPTION NATIONALE

COMITE DEPARTEMENTAL ANACR DE

COMITE LOCAL ANACR DE

Le Président : Le Trésorier :

Mme, M.

Verse : € pour la rénovation du siège national

Chèque joint à l'ordre de l'ANACR nationale

Envoyer au siège à : ANACR, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

Chaque mois, les Comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger MAGADOUX, Raymond DUMONT (Haute-Vienne)

Né le 10 avril 1915 près d'Eymoutiers dans une famille d'agriculteurs, Roger Magadoux se passionne très vite pour la politique et le marxisme. Son arrestation pour avoir chanté en janvier 1941 l'internationale lui vaudra un an de prison à Toulouse. Relâché, il rejoint Georges Guingouin, dont il devient l'adjoint politique ; il aura à ses côtés un rôle de premier plan notamment dans la constitution des Comités de libération. Il sera chevalier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance. Président d'honneur du comité cantonal de l'ANACR, il écrit avec son épouse Marcelle, agent de liaison, leurs mémoires édités par l'ANACR : «Mémoires de Roger Magadoux et de Marcelle Legoutte Magadoux»

Raymond Dumont, fils d'agriculteurs à Eymoutiers, est né le 30 août 1920. Adhérent au Parti communiste avant guerre, il est envoyé en 1941 aux chantiers de jeunesse. A son retour et à sa demande en 1942, il rencontre Georges Guingouin et adhère aux premiers groupes de trois. En mars 1943, refusant de partir au STO, devenu hors-la-loi, il rejoint Guingouin dans la clandestinité et participe au premier rang à tous les audacieux coups de mains qui émaillent l'année 1943. Raymond Dumont fait partie du corps franc de G. Guingouin (groupe d'élite), il est de toutes les missions et, après la libération de Limoges, il s'engage pour la durée de la guerre et participe au cœur de la Forêt noire à l'occupation de l'Allemagne. Pendant longtemps, président actif de l'ANACR cantonale d'Eymoutiers, Raymond Dumont en était devenu le président d'honneur ces dernières années. Ses mémoires ont été recueillies et publiées par l'ANACR sous la plume de Raymond Pataud : «Du maquis Limousin au cœur de la Forêt noire».

Marcel PETIT (Seine-et-Marne)

Décédé le 13 octobre 2010, Marcel Petit, entré dans la Résistance au sein du Front national et des FTP, avait été chargé de la distribution à Dammarie-les-Lys de tracts réceptionnés en gares de Melun et Fontainebleau. Arrêté le 22 avril 1942, à l'âge de 15 ans, interné à Melun puis à Fresnes, il fut déporté «NN» le 22 juin 1942 au camp de Hinzert puis transféré dans les prisons de Wittlich et Breslau (actuel Wrocław, en Basse-Silésie), où il fut jugé et condamné. Il connut ensuite successivement les camps de Gross-Rosen, Dora, Harzungen, Nordhausen et Bergen-Belsen, où il fut enfin libéré. Il était également très impliqué dans le Comité du mémorial de Nanteuil-Saâcy où doit être implanté un wagon rappelant le dernier convoi de déportés parti de Région parisienne le 16 août 1944. Membre du Comité national de la FNDIRP, il était président de l'ADIRP de Seine-et-Marne et de sa section de Melun-Dammarie-les-Lys. Il était Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille militaire, titulaire des Croix de CVR, de Guerre et du Combattant.

Charles PIETERS (Seine-Maritime)

Ancien Résistant déporté et ancien premier adjoint au Maire de Dieppe, Charles Pieters, animateur de l'ANACR locale, s'est éteint le 20 janvier 2011. Né à Dieppe le 24 décembre 1914, syndicaliste dès son entrée dans la vie active, membre du Parti communiste dès 1932, il est profondément marqué par la disparition de son frère pendant la Guerre d'Espagne et, dès juillet 1940, il entre en Résistance. FTPF, il sera déporté à Buchenwald en 1944 et participera à l'insurrection du camp. Homme généreux et altruiste, profondément antifasciste, Charles Pieters poursuivit son combat à son retour de déportation et rejoignit la FNDIRP et l'Association Buchenwald-Dora en même temps qu'il s'engagea sur le plan politique et citoyen comme élu. Pour cette implication dans la vie locale et ses faits de Résistance, Charles Pieters avait reçu la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur le 1^{er} septembre 2009.

Gérard MOUTTE (Vaucluse)

Né en 1937, fils de Gabriel Moutte, ancien Résistant, chef du Comité local de libération de Pernes et qui fut maire de la ville pendant 27 ans, Gérard Moutte, décédé le 29 mai dernier, avait adhéré au comité local des Amis de la Résistance ANACR en 1995. Ayant participé à l'édification d'une stèle du souvenir devant laquelle depuis 13 ans chaque 27 mai se déroule une cérémonie, ainsi qu'à l'aménagement d'une Maison locale du souvenir de la Résistance locale, très impliqué dans le travail de mémoire en direction du milieu scolaire, membre du Jury départemental du Concours de la Résistance et de la Déportation, Gérard Moutte était vice-président du Comité de Pernes de l'ANACR, Président-délégué du Comité départemental du Vaucluse et avait été élu au Conseil national lors du Congrès de Marseille en 2008.

Guy CHEVREAU (Yonne)

C'est à l'âge de 17 ans que Guy Chevreau rejoignit en 1942 les FTP de la région Aube-Yonne, participant à de nombreux sabotages, notamment sur la voie Saint-Florentin-Troyes et assurant des missions d'agent de liaison. Arrêté, il fut emprisonné à la Santé de février 1944 à août 1944. Guy Chevreau était titulaire de la Croix de Guerre 39-45, de la Croix de CVR, de la médaille de la Déportation et de l'Internement pour faits de Résistance, du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Laure LATOUR, Lucien VALDEBOUZE (Aveyron)

Disparue début janvier 2011, Laure Latour, alors jeune institutrice, s'engagea dans la Résistance et fut agent de liaison du maquis FTPF d'Ols et Rhinodé (près de Villefranche). Après la libération de l'Aveyron, elle s'engagea dans le 1^{er} bataillon FTPF de l'Aveyron, attachée à son service social et part pour le Front : ce fut la Campagne des Vosges, la traversée du Rhin puis la campagne d'Allemagne jusqu'à la victoire du 8 mai 1945. Adhérente de l'ANACR dès sa création en Aveyron, elle se consacra toute sa vie à la transmission de la mémoire des combats de la Résistance et de ses valeurs, par des conférences dans les établissements scolaires, par la publication de brochures consacrées aux hommes et femmes dans la Résistance ; elle assurera jusqu'en 2004 le secrétariat du Comité du Mémorial de Sainte-Radegonde. Elue au Conseil national de l'ANACR lors de son congrès de Brest en 1992, elle en demanda l'honorariat en 2006 lors du Congrès de Limoges, Laure Latour était Chevalier d'Honneur et titulaire du Titre de la Renaissance de la Nation.

Ouvrier boulanger dans une entreprise de Millau, Lucien Valdebouze, disparu début février 2011, est requis le 21 août 1943 pour exercer son métier au service de l'intendance de la Wehrmacht. Pour échapper à cette obligation, il réussit à rejoindre la 4201^e Compagnie FTPF, prenant le nom de guerre de «Marceau» (matricule 51224), et participe à de nombreux sabotages, notamment de lignes à haute tension. Puis, ce sera la 4206^e Cie FTPF sous les ordres du Commandant «Marc» Vittori, avec de nombreuses autres actions de sabotage, la participation le 24 juillet 1944 aux durs combats de Gelles. Engagé à la libération, il participera à la campagne des Vosges, à la traversée du Rhin, à la campagne d'Allemagne. Il sera démobilisé le 5 août 1946.

Baptiste TOURON (Paris-RATP/Corrèze)

Disparu début janvier 2011 à l'âge de 84 ans, entra à 16 ans en Résistance en Corrèze dans les rangs des Jeunesses communistes clandestines, avant de rejoindre deux ans plus tard les FTP. Venu à Paris après la Guerre, il entra au CMP, future RATP au sein de laquelle, militant syndical CGT, il accéda au Secrétariat du Comité d'entreprise. Adhérent de l'ANACR-RATP, il le fut jusqu'à sa mort de l'ANACR de Corrèze où il avait

pris sa retraite dans le village de la Palice, dont le maire d'alors - Albert Ouzoulias (Colonel André) - lui remit la Légion d'honneur ; il était aussi titulaire de la Croix de CVR.

Marcelle FOSSIER, ELOI GERNEZ

Le 8 janvier 2011, Marcelle Fossier-Martin s'est éteinte à l'âge de 92 ans, après une vie consacrée à la défense d'un idéal de justice et de liberté qu'elle avait partagé avec son mari, Jean-Marie Fossier, qui fut rédacteur en chef du Journal «Liberté», et président départemental de la FNDIRP. Dès 1941, elle accueille, chez elle à Lambersart, des résistants FTP, elle cache des armes, des tracts et des tickets de ravitaillement. Arrêtée par la police française, le 8 juillet 1943 puis livrée à la Gestapo, elle est internée, seule dans une cellule, à la prison de Loos durant 5 mois. Déportée en janvier 1944, elle est emmenée au camp d'Hertogenbosch (aux Pays-Bas), puis, en septembre suivant, à Ravensbrück sous le matricule 6681. De retour en France le 18 mai 1945, elle rencontre peu après Jean-Marie Fossier, résistant de retour du camp de concentration de Buchenwald, qui devient son époux. Ensemble ils consacreront leur vie à témoigner auprès des jeunes générations de leur engagement dans la Résistance et de leur «survie» dans les camps de concentration. Marcelle Fossier-Martin était Chevalier de la Légion d'Honneur, Médaille Militaire et Croix de Guerre

Eloi Gernez, disparu le 18 mars 2011 à 90 ans, avait adhéré à 16 ans au Pcf, et s'était engagé dès le début de l'Occupation, dans la Résistance. Jeune instituteur, il va combattre le nazisme et le fascisme en rédigeant et diffusant des tracts et journaux clandestins, récupérant des armes, participant à l'hébergement de FTPF et à l'attribution de fausses cartes d'identité et de ravitaillement. Arrêté dans sa classe par la Police française devant ses élèves à Avesnes-le-Sec en mai 1942, il est, suite à sa condamnation pour «faits de Résistance», déporté à la Citadelle de Huy (près de Mons, en Belgique), l'antichambre des camps de concentration. En décembre 1942, il réussit une évasion. A son retour, il reprend ses activités dans la Résistance et parvient à échapper aux pièges qui lui sont tendus. Après la Libération, il retrouve son emploi d'enseignant et terminera sa carrière comme professeur au collège Jules-Ferry à Cambrai. Il fut également Maire de Solesmes de 1947 à 1960.

Andrée MONIER (Drôme)

Décédée à l'âge de 89 ans à Bollène-la-Croisière (Vaucluse) où elle était née en 1922, Andrée Blachère avait rencontré le jeune instituteur Charles Monier au Comité des Loisirs créé début 1939 par la jeunesse communiste de la Croisière. Fiancée avec lui - mobilisée lors de sa dernière permission en mai 1940, ils se marièrent le 21 décembre 1940. Révoquée durant l'été 1940 par le régime pétainiste, Charles Monier sera réintégré à l'été 1941 et muté à Valsaintes dans les Basses-Alpes où le couple résidera de fin décembre 1941 à juillet 1943 ; auparavant, Andrée Monier avait donné naissance le 5 novembre 1942 à leur fille Mireille. Charles Monier, qui avait repris contact dès octobre 1940 avec le Parti communiste clandestin, va à l'été 1943, la zone sud ayant été occupée depuis le 11 novembre 1942, passer à l'illégalité et le couple s'installa à Valence où Charles Monier reçoit mission d'y réorganiser le Parti communiste clandestin, auquel Andrée Monier adhère ; il en deviendra interrégional Drôme-Ardèche. Entrée elle aussi dans la Résistance, Andrée Monier, dont la première mission clandestine fut l'acheminement d'une arme en Avignon, assurera des missions d'agent de liaison des maquis FTPF en même temps qu'elle sera dirigeante des Forces unies de la Jeunesse patriotique (FUJP). A la Libération, à laquelle tous deux contribuèrent, ils poursuivirent sur le terrain politique leur engagement démocratique et humaniste. Andrée Monier, responsable de l'Union des Femmes Françaises, sera - première femme à l'être dans la Drôme - élue en 1951 Conseillère générale (communiste) ; elle le restera jusqu'en 1958, se consacrant ensuite au Secours populaire. Elle est la mère de Mireille Monier-Lovie, vice-présidente nationale de l'ANACR, qui vient de publier les souvenirs de Charles Monier retraçant leur vie et leurs luttes communes.

Angel GRUPPO (Savoie)

Fils d'une famille antifasciste de sept enfants ayant fui l'Italie en 1922 pour s'établir à Aix-les-Bains, Angel Gruppo, disparu à l'âge de 99 ans, avait été professeur d'éducation physique des écoles primaires supérieures de la ville dans laquelle, sportif accompli, il fonda le Club Sportif Ouvrier, y jouant un rôle important de dirigeant. Mobilisé le 2 septembre 1939 au 97^e R.I.A., il participe aux combats en Alsace et sera démobilisé avec le grade de sergent, décoré de la Croix de Guerre, regagnant son foyer le 10 juillet 1940. Communiste et syndicaliste militant, il est arrêté le 12 décembre suivant, interné au Fort-Barraux (38) puis à Rivesaltes (66) avant de connaître un long exil en Algérie dans les camps d'internement vichystes de Blida et Bossuet jusqu'au 31 mai 1942, date de son rapatriement en Métropole dans les baraquements de Saint-Jean-d'Eyjeaux (88) avant d'être libéré le 31 octobre suivant ; étant alors interdit de séjour en Savoie, assigné à résidence à Annecy. Ayant pris contact avec le Front national clandestin, il précède une deuxième arrestation en rejoignant le maquis du Mont Veyrier puis le camp FTP Maurice Colomb. Il devient le 15 octobre 1943 commissaire technique FTP pour les deux Savoie puis, en janvier 1944, pour le secteur Ain, Jura et Saône-et-Loire avec le grade de commandant F.F.I. Le 15 juin 1944, il est nommé commissaire de l'Inter-région de Lyon jusqu'à la Libération. Après la Libération, il est installé à l'état-major de la 14^e région à Lyon. Un stage à Saint-Maixent ayant confirmé son grade de chef de bataillon, Angel Gruppo entame une carrière militaire. Après l'occupation en Allemagne, il effectuera successivement un séjour en Indochine puis en Algérie avant de terminer sa carrière militaire en mars 1966 à Lons-le-Saunier (39) au 64^e R.I. De retour au pays aixois, il devient Président départemental de la F.N.D.I.R.P. pour de longues années. Membre du Comité savoyard de l'A.N.A.C.R. dont il fut fondateur de la section Aix-Les-Bains/Bauges, il était officier de la Légion d'Honneur, titulaire de Croix de Guerre avec citations, de la Médaille de la Résistance ainsi que d'autres distinctions.

Georges BLONDEAU, Joseph GUEGAN, René MARTIN (Yvelines)

Décédé le 11 août 2010, Georges Blondeau naquit le 16 janvier 1924 à Oulches (Indre). Entré en Résistance, il fit partie du maquis de l'Indre à partir de 1943 et resta dans les «Forces Françaises Combattantes» jusqu'à la fin de la guerre. Il était titulaire des Croix de guerre 1939/1945, du Combattant volontaire, du Combattant. Il fut vice-président du Comité de Sartrouville et membre du Comité départemental des Yvelines de l'ANACR.

Décédé le 12 novembre 2010 Joseph Guégan était né le 12 janvier 1924 à Silfiac-Cleguerac (Morbihan). Entré dans la Résistance avec un de ses frères en 1943, il échappa de peu à une arrestation, ce qui l'amena à entrer dans le maquis. Il participa avec son groupe à la Libération de la Poche de Lorient. Président du Comité de Sartrouville pendant 28 ans, jusqu'à sa disparition, et vice-président du Comité départemental des Yvelines, il était Croix du Combattant avec barrette guerre 39/45 et Croix du Combattant du Combattant volontaire de la Résistance.

Décédé le 20 décembre dernier dans sa 92^e année, René Martin, vice-président du Comité ANACR du Mantois, fut appelé au service militaire en septembre 1939 et intégra en janvier 1940 Saint-Cyr, d'où il sortira aspirant. Maintenu dans l'Armée d'Armistice, il sera libéré avec sa classe en février 1942. Rejoignant la Région mantoise où il sera instituteur, il prend contact avec ses anciens camarades communistes entrés dans la Résistance et sera chargé de créer le Front National dans les entreprises et communes du Mantois. Successeur de Louis Cauzard (mort en déportation) à la présidence du Comité local de libération de Mantes, il contribuera à créer les conditions de la libération de la ville et du renouveau de sa vie démocratique. Instituteur, professeur puis principal de collège, René Martin deviendra maire de Mantes-la-Ville, conseiller général et sénateur de 1982 à 1986.

Bernard LAFON, Maurice RIVIERE (Aveyron)

L'ANACR de l'Aveyron déplore la disparition de Bernard LAFON et de Maurice RIVIERE («Tintin»), anciens du maquis Du Guesclin stationné à Prévinières.

Maurice GASTAUD

Commandant FTPF homologué capitaine, co-fondateur de «Libération Nationale PTT», Maurice Gastaud est disparu le 25 mai dernier. Jeune contrôleur des installations électromécaniques, il avait constitué dès l'automne 1940 des comités de solidarité destinés à venir en aide aux familles de collègues morts dans les combats de mai-juin 1940 et de prisonniers de guerre. Ces comités étaient, en fait, des syndicats clandestins. Durant toute l'Occupation, ayant rejoint le Parti communiste clandestin, il ne cessa d'agir contre l'Occupant et l'Etat dit Français. Les pertes momentanées de contact dues aux arrestations firent qu'il appartint simultanément aux deux mouvements de Résistance des PTT, IB4 et Etat-Major PTT (qui s'appelleront dès 1944 respectivement *Libération Nationale PTT* et *Résistance*). Lorsqu'à la charnière des années 1943-1944, le C.N.R. (Conseil National de la Résistance) proposa de créer des «milices patriotiques», il fut chargé de leur action militaire dans les PTT de la Région parisienne en vue de leur participation au succès de la grève insurrectionnelle libératrice de la Capitale. De la Libération à la fin de la guerre, Maurice Gastaud fut affecté au cabinet du ministre de l'Air Charles Tillon. Il eut ensuite à assumer la tâche délicate de la dissolution des milices patriotiques et de la récupération des armes. Homme de conviction et d'action, il devint un syndicaliste aux responsabilités importantes, tant sur le plan des PTT que sur ceux — national — de la CGT et — international — de la formation de cadres syndicaux africains francophones. Enfin, il fut, de 1969 à 1974, le représentant permanent de la Fédération Syndicale Mondiale à l'UNESCO. Cela ne l'empêcha jamais des problèmes de la Résistance, de son histoire, de ses enseignements. Il trouva le chemin du Musée de la Résistance Nationale à Champigny, où il occupa les fonctions de membres du Bureau et de directeur de sa revue trimestrielle. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945 avec citations, Croix de C.V.R.

Jean BAC, René VIANNES (Puy-de-Dôme)

Né à Issoire, enfant posthume d'un soldat mort en 1914 et orphelin de mère peu de temps après, Jean Bac avait été élevé par une famille de Saint-Angel. Entré dans l'armée, il y fera carrière jusqu'au grade de commandant. Le 25 août 1940, il participe aux premiers groupes de résistants sédentaires qui récupèrent des armes et vont diffuser des tracts appelant la population à s'organiser contre l'occupant et le gouvernement de Pétain. Arrêté trois mois plus tard, il est incarcéré à la Centrale de Riom et ne sera libéré qu'à la fin de l'année 1943. Il va être désigné recruteur des FTPF dans le Puy-de-Dôme et le Cantal. Le 13 août 1944, il prit activement part à l'organisation de l'évasion de la prison de Riom de 114 patriotes, dont 30 condamnés à mort. Après la Libération, il fut nommé à la direction du 1^{er} bureau de la 13^e Région militaire. A l'initiative de la création du Carrefour des Martyrs, à Chamalières, et du musée de la Résistance, de l'Internement et de la Déportation de Clermont communauté, membre fondateur et membre du comité directeur de l'ANACR départementale. Jean Bac, qui fut aussi président du CODURA et des comités départemental et interdépartemental de la FNDIRP, était Officier de la Légion d'Honneur et Croix de guerre.

Décédé en mars dernier, René Viannes, réfractaire au STO, alla se cacher dans la région du lac Chambon où il travailla dans différentes fermes pour subsister. Arrêté par les gendarmes, il fut incarcéré à la caserne Gribauval. En partance pour l'Allemagne, il réussit à s'échapper et, après maintes péripéties, rejoignit à vélo un groupe FTPF d'Auvergne avec lequel il participa à différentes opérations contre les occupants et la milice. En avril 1944, il rejoint le Mont-Mouchet mais, malade, il revient à Saint-Dier-d'Auvergne pour y être soigné. Rétabli, il continue la lutte dans la 8^e compagnie FTPF jusqu'à la Libération. Rendu à la vie civile, il rentre à la SNCF comme conducteur de train. Porte-drapeau du Comité départemental ANACR pendant 43 ans, René Viannes était titulaire des médailles du Combattant volontaire et du Combattant Volontaire de la Résistance.

L'ANACR du Puy-de-Dôme a déploré aussi la disparition à l'âge de 84 ans de Jean ISSARTIAL, ancien du Comité Zone 13 qu'il avait rejoint au Groupe Sirtuel.

René BOUETTE, Louis BOUDER, Pierre LALES (Côtes-d'Armor)

Né le 29 avril 1924, charpentier-menuisier chez son père à Pommerit-le-Vicomte, René Bouëté, décédé en septembre 2010, entra dans la Résistance en 1943 dans le groupe de Pierre Cottin (massacré en Allemagne en février 1945, à l'âge de 24 ans). Participant à divers parachutages, à la diffusion de renseignements et à des opérations de transports pour l'évasion d'aviateurs alliés vers le réseau Shelburne, il participera à la libération de Saint-Quay-Portrieux, faisant avec ses camarades des prisonniers allemands au carrefour de Plouman. Il s'engagera dans l'armée, deviendra sous-officier et au retour d'occupation en Allemagne, il reprendra la vie civile. Il était titulaire des Croix du Combattant, du Combattant volontaire et du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Né en 1925, Louis Boudier, décédé début mai 2010, rejoignit en 1944 - avec les réfractaires de Saint-Agathon, de Grâces, de Pédernec - le maquis de Coat Malouën (dit de Plessidy), maquis important (350 maquisards) qui, menant des actions de réception de parachutages d'armes, de sabotage, de harcèlement contre les Allemands, subira plusieurs offensives de l'occupant et perdra, le 27 juillet 1944, treize de ses hommes, mais tuant une centaine d'Allemands et faisant autant de blessés. Ayant participé à ces actions et à la libération de Guingamp avant l'arrivée des Américains, il s'engagera dans la 1^{re} armée et participera à l'occupation en Allemagne, avant d'être réformé pour maladie en mai 1946. Retiré pour sa retraite à Lanvollon, il y sera pendant de nombreuses années le porte-drapeau fidèle de l'ANACR. Il était titulaire de la Médaille commémorative de la guerre 39/45 avec la barrette Libération.

Disparu dans sa 86^e année en janvier 2010, Pierre Lales, né en 1924, était venu de Région parisienne se réfugier à Lanvollon chez ses grands parents pour échapper au S.T.O. Rejoignant la Résistance au sein du mouvement Libération-Nord dans le groupe «René Nansot, Henri Bouret». Il effectuera des missions de liaison et de renseignement, puis participera aux combats de la libération de Lanvollon et du secteur. Engagé Volontaire au 71^e R.I., il participera sur le front de la poche de Lorient au confinement et au combat contre les Allemands jusqu'à la fin de la guerre. Il préparera ensuite le peloton de sous-officier. Son succès à l'examen lui permettra, après une période d'occupation en Allemagne, de rejoindre l'école ESMIA à Coëtquidan. Dégagé des cadres par la loi de mars 1947, il quittera alors l'Armée. Retiré pour sa retraite à Lanvollon, il y sera élu Président du comité de Lanvollon-Plouha de l'ANACR, fonction qu'il assurera avec compétence pendant de nombreuses années. Pierre Lales était titulaire des Croix du Combattant, du Combattant volontaire, de réfractaire au S.T.O., du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Robert CAUSSAT, José RAMOS (Haute-Garonne)

Décédé le 10 octobre 2010, Robert Causat fut de ceux qui, le 5 novembre 1940, déversèrent une pluie de tracts sur le cortège de Pétain en visite à Toulouse, premier acte de Résistance dans le Sud-Ouest dont une plaque, rue d'Alsace-Lorraine, perpétue le souvenir. Arrêté, il sera déporté à Dachau. Véritable autodidacte, il sera le créateur de l'exposition itinérante de l'ANACR de Haute-Garonne, dont il sera membre du comité directeur jusqu'à sa disparition.

Disparu le 14 décembre 2010, José Ramos - Républicain espagnol - avait fui l'Espagne devenue franquiste en 1939 lors de la «Retirada» et fut interné dans divers camps en France. Entré dans la Résistance, il rencontre, dans le maquis, Concepcion, jeune agente de liaison qu'il épousera lorsqu'elle reviendra de Ravensbrück où elle avait été déportée. José Ramos était membre du Comité directeur de l'ANACR de Haute-Garonne.

Je suis à la recherche de témoignages ou de documents sur le passé de résistant de mon père Jean NAY, né à Saint-Gervais-la-Forêt (41) le 23 février 1923 et décédé le 27 juillet 2010 à Bourges.

Peu bavard et modeste, il a appartenu, si j'ai bien compris, au Corps Franc «Valin de la Vaissière». Son surnom était «Maréchal».

Une photo de lui figure au musée de la Résistance à Blois avec cette mention : Jean NAY, dit «Maréchal», Prototypé des 1500 «cols ronds». Une autre photo porte ces mentions : fév 1945, Plouharnel Kergavat, le «clan jusse», «le tabou et professeur détonnant associés». Qui pourrait m'en dire plus ?

Contacteur Annick NAY
8 rue Pierre Gourdauld
75013-PARIS
Port: 0675629656
E-mail : annick.nay@gmail.com

Je recherche des informations sur les actions de Résistance de mon grand-père, Eugène COSTE, dont je suis très fier. Il était de Montpellier-la-Pompignane, fut adjoint au maire en 1946 ou 47. Je sais que ma mère, étant enfant, le suivait la nuit pour aller réceptionner des tracts parachutés et qu'il a aidés des Juifs. Qui pourrait m'aider à en savoir plus ? Merci.

Contacteur Christine FILLASTRE
16 rue Vieux-Clairac
30410-MEYRANNE
Tel: 04 66 54 48 80 Port: 06 30 15 74 82
E-mail : burladeras@gmail.com

Je recherche un article sur mon grand-père, Jacques TERRIBLE, né le 2 mars 1897 à Montségur et décédé le 13 mars 1944 au camp de concentration de Dora, article qui aurait paru sur un «Cahier de la Résistance en Lot-et-Garonne» après la guerre. Comment me le procurer ? Existe-t-il d'autres articles sur mon grand-père et le réseau Wheelright-Buckmaster de La Réole (33) ? Qui aurait d'autres renseignements sur lui, sur son parcours de déportation ?

Contacteur Françoise TERRIBLE
E-mail : francoise.terrible@orange.fr

Fils de Robert CARAMIGEAS (décédé) qui a fait partie de l'AS Groupe «Mercédès», sous les ordres du commandant Coutoux (du 01/03/44 au 25/08/44), puis a été FFI au Bataillon «Marcel» sous les ordres du lieutenant Fouquet, je souhaite entrer en contact avec d'anciens compagnons de mon père et ainsi avoir des informations sur cette période (faits, amis, interventions ; etc.). D'avance merci.

Contacteur Michel CARAMIGEAS
Le Bourg, 24460 - CHATEAU-L'EVEQUE
Tel: 05 53 54 32 35 Port: 06 31 12 26 59
E-mail : miamka24@aol.com

Fils d'Auguste GRAND, compagnon de Marcel et Lucette Radisson, forêt de Chabrend à 38-Charentonay, engagé volontaire gendarmerie d'Heyrieux, instruction dans le camp de La Valbonne «De Lattre De Tassigny», démobilisé le 31/08/45, Croix de Guerre militaire avec Palme, je recherche des informations sur les faits de Résistance de mon père.

Contacteur Michel GRAND
935, chemin de l'Escours
06480-LA COLLE-SUR-LOUP
Tel: 04 93 32 04 60 Port: 06 23 02 33 15
E-mail : grand.michel@orange.fr

Je suis à la recherche de renseignements sur Paul ROYER, Résistant alsacien né le 10 novembre 1923 à Schirrhein et qui fut actif au sein du maquis dans la compagnie "Madagascar" du 8 juillet 1944 jusqu'à sa mort, tué par les Allemands le 2 septembre 1944 près de Dijon.

Je souhaite trouver des éléments supplémentaires sur sa présence en Savoie. Je sais qu'il a été engagé au 13^e BCA en 1941-42, auxiliaire manoeuvre à la SNCF service traction à Chambéry en 1943, qu'il aurait travaillé chez des paysans dans la région de Thoiry et été présent au maquis des Bauges (présence confirmée par Mr Roulet chef de groupe FTP)

Contacteur Jean-Michel STEINBACH
22 rue des Hêtres,
67240 - SCHIRRHAIN
Tel 03 88 63 54 30
E-mail : eanmichelsteinbach@orange.fr

Arrière-petite nièce de Jean-Paul PUY-DEBOIS, massacré par les Allemands le 8 juin 1944 à Rouffillac-de-Carlux, je recherche des documents d'époque et toutes informations me permettant de compléter l'histoire de ma famille... Qui pourrait m'aider ?

Contacteur Céline MASSON
Rue des pêcheries 74, bte 11
1160- AUDEGHEM, BELGIQUE
Tel. port : 003 24 78 24 84 24
E-mail : moukette01@hotmail.com

Mon père, Yvan SALVAT, habitant Revel, est adhérent de l'ANACR en Haute-Garonne. Un de ses anciens camarades, Eloi FERNANDEZ, aujourd'hui décédé et ayant habité Revel (31), lui-même ancien résistant, faisait-il partie du Maquis d'Ornano, FTP, ou Cabertat ?

Contacteur François SALVAT
41, avenue de Castelnau
31250- REVE
E-mail : francois.salvat@orange.fr

Je prépare une biographie illustrée sur les DAUPRAT à Chédigny (Indre-et-Loire). Une des filles Dauprat, Marthe DAUPRAT-SEVENET, et son fils, Henri SEVENET, furent résistants. Elle faisait partie du comité d'accueil à Chédigny où elle habitait, et Henri remplit plusieurs missions à

commencer dans la région Centre avec Philippe de VOMECOURT. Où puis-je trouver des renseignements fiables sur eux ?

Contacteur Thierry KOZAK
47, rue Galilée ; 75116-PARIS
Tel. port. : 06 64 95 07 55
E-mail : thierry.kozak@yahoo.fr

Je recherche des documents concernant mon père, Frédéric CRUCHANT, né le 20 septembre 1920 à Guérisny et probablement résistant FFI à Paris ou/et à Saint-Denis (93).

Si quelqu'un possède des documents ou renseignements, merci de bien vouloir me les communiquer.

Contacteur Herve CRUCHANT
10 Allée des Mimosas
31320 -AUZEVILLE - TOLOSANE
Tel: 05 61 73 60 68
E-mail : cruchant.herve@orange.fr

Je recherche tous documents et informations sur l'histoire des FFI-Heure H de Seine-Maritime.

Mon Grand-père, Charles LOISEL, en faisait partie. Je possède son insigne FFI N° 216,793, avec son document d'autorisation de port signé du lieutenant Chachignon, et son insigne «Heure H».

Je n'ai aucun historique le concernant. Qui peut m'aider ?

Contacteur Stéphane LOISEL
BP 13971, MOANA NUI
98717 - PUNAAUIA - TAHITI
POLYNESIE FRANCAISE
E-mail : stef.loisel@mail.pf

Je souhaiterais savoir comment récupérer des informations sur le groupe de Résistance «Jean-Marie Buckmaster» et sur celui de mon père, Robert HALEWYCK, qui combattit en Seine-et-Oise entre Houdan et L'Isle-Adam sous le pseudonyme de «Joseph GUICHARD». J'ai de très nombreux documents, mais je ne trouve pas de carte ou d'organigramme. Qui pourrait me renseigner ?

Contacteur Bertrand HALEWYCK
Lotissement les Tupinières
01560 - SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE
Port. : 06 60 04 10 44
E-mail : bnhalewyck@orange.fr

Arrière-petite fille de Jeanne GOASGUEN-CARIOU, je découvre seulement maintenant l'ampleur son engagement, que je ne connaissais qu'au travers de quelques anecdotes entendues durant mon enfance... J'aimerais en savoir un peu plus, mais mes recherches sur internet me laissent sur ma faim... Qui aurait quelques informations à me transmettre ?

Contacteur Sandrine PINCON
37, rue de la Terriane. 78410-NEZEL
Tel: 01 30 90 37 59. Port: 06 07 63 46 55
E-mail : pinconfamily@free.fr

CONTRE VENTS ET TEMPÊTES, l'espoir guidait leurs pas...

Par Charles Monier

L'histoire peut être réduite dans sa relation à de grandes tendances de l'évolution des sociétés, à des affrontements de masse qui la désincarnent et qui ne rendent pas compte dans leur diversité de celles et ceux – femmes et hommes de chair et de sang, de pensées et d'émotions, d'espérances et d'angoisses, de joies et de peines qui la font,

Elle peut aussi être atomisée en une foule d'anecdotes, qui permettent certes de mieux connaître le narrateur et ce qu'il a vécu mais qui n'aident pas nécessairement à comprendre les événements dont il témoigne.

Le livre de Charles Monier, en synthétisant avec bonheur dans sa rédaction ces deux aspects, permet de dépasser la contradiction : ici la vie d'un homme, celle d'un couple, d'une famille, avec leur environnement amical qui est souvent celui d'une communauté d'engagement, sont une leçon d'histoire appliquée.

Tout d'abord Charles Monier – fils d'artisan potier du Vaucluse – dont on mesure la vie difficile au début du 20ème siècle, et les conséquences sur elles de «grands» événements comme la 1ère guerre mondiale ou la crise de 1929 – va trouver en l'école de la République non seulement les moyens de la connaissance mais la voie d'un accomplissement personnel au service de tous : le 1er octobre 1931, il entre à l'Ecole Normale d'Avignon et sera instituteur.

Un instituteur aux yeux ouverts sur le monde qui l'entoure et dont il voit les tares que sont l'injustice ou la misère, la guerre qui fait plus que menacer, le fascisme qui a commencé à ouvrir ses premiers camps : ce sera, pour changer ce monde et combattre ses fléaux,

l'adhésion au Parti communiste, la participation au Front populaire, le soutien à la République espagnole.

Tous engagements déjà peu appréciés par l'administration avant guerre, qui vont l'être encore moins quand, après la défaite de 1940 – douloureusement vécue, à la République a succédé le régime collaborateur de Pétain ; d'autant plus qu'avec raison Charles Monier est suspecté d'avoir rejoint la Résistance : il est mis à pied avant d'être réintégré pour être muté à un poste éloigné et isolé.

En 1943, quittant l'enseignement, il fait le choix de la clandestinité, devenant l'un des principaux responsables clandestins du Parti communiste dans la Drôme, ce qui en fait un témoin précieux des combats des FTP-FFI qui en préparèrent la Libération. A son témoignage, Charles Monier joint ceux de plusieurs de ses camarades de combat derrière lesquels modestement il s'efface quand ils sont plus pertinents sur tel ou tel événement.

Mais, cette force de se battre qui transparait dans son récit, Charles Monier la puise manifestement dans les sentiments qui l'unissent à Andrée, au Foyer des jeunes de la Croisière (Bollène) et épousée le 21 décembre 1940, Andrée, qui partagera son combat de Résistant et, jusqu'à ce que la maladie puis la mort les séparent, ceux militants d'après-guerre. Andrée, qui lui donna, le 4 novembre 1941 une fille, Mireille, qui, plusieurs décennies plus tard, mettra, avec l'émotion que l'on devine, en forme ce manuscrit.

Charles Monier : *Contre vents et tempêtes, l'espoir guidait leurs pas*, préface de Jean Lovie, 25€. Chez Mireille Monier-Lovie, les Chénons, 26120-La Baume Cornillane

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 13 €)

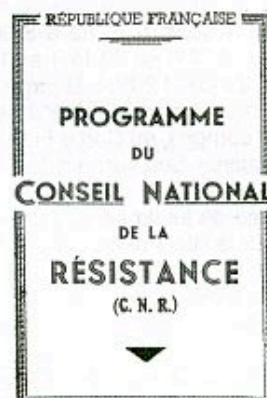
Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 € à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS



L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 13 €
Etranger 15 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prrière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0313 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60